

ETAT DES LIEUX DES PUBLICS / SITUATIONS À RISQUE D'ILLETTRISME

BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ

Avril 2024



Financé par
l'Union européenne



SOMMAIRE

4

I. L'illettrisme : définition et chiffres clés au niveau national

5

➤ Illettrisme : de quoi parle-t-on ?

7

➤ Les chiffres clés de l'illettrisme au niveau national

9

➤ Les enquêtes PISA et PIAAC : comment positionner la France dans l'OCDE ?

18

➤ La Journée défense et citoyenneté (JDC)

19

II. Les risques d'illettrisme dans la population en Bourgogne-Franche-Comté

21

➤ Les personnes sorties du système scolaire peu ou pas diplômées

23

➤ Les personnes en emploi

28

➤ Les chômeurs et la demande d'emploi

31

➤ Revenus-Conditions de vie de la population

35

III. Zoom sur les publics jeunes

36

➤ Les jeunes scolarisés (les difficultés en milieu scolaire)

45

➤ Les jeunes non scolarisés

51

IV. Synthèse



Avant-propos, introduction ?

L'illettrisme touche 1 400 000 personnes en métropole âgées de 18 à 64 ans soit 4 % de la population nationale. (source <http://www.anlci.gouv.fr/Illettrisme/Les-chiffres/Niveau-national>).

Au niveau national, l'ANLCI a pour objectif de mobiliser et coordonner les moyens des pouvoirs publics, des entreprises et de la société civile.

Dans les régions, les travaux des CRI(AI) permettent d'approfondir la problématique des risques d'illettrisme.

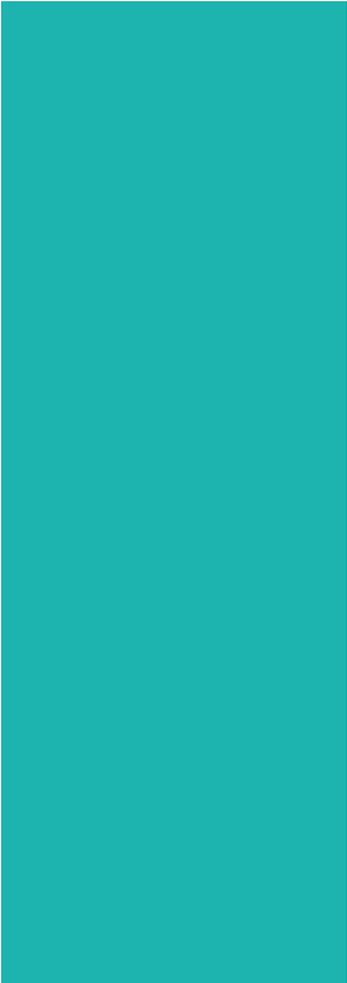
En Bourgogne-Franche-Comté, l'absence de centre de ressources sur l'illettrisme ne facilite pas la mise en réseau des acteurs et leur montée en compétences.

C'est la raison pour laquelle Emfor a été sollicité courant 2022 par l'ANLCI par l'intermédiaire de son chargé de mission en région Bourgogne-Franche-Comté pour accompagner les acteurs du champ (organismes de formation, formateurs, orienteurs, accompagnateurs, bénévoles...) sur leur montée en compétences et pour l'élaboration d'un état des lieux des populations et des situations à risque d'illettrisme.

L'objectif de cet état des lieux est d'essayer d'approcher, par des éléments statistiques, les environnements socio-économiques susceptibles de générer des situations d'illettrisme dans la population.

Le phénomène est très complexe à appréhender et nous ne disposons pas d'éléments statistiques précis pour la région Bourgogne-Franche-Comté. Nous proposons donc une première approche par une capitalisation des données socio-économiques existantes pour analyser les populations à risque déjà identifiées dans les travaux réalisés au niveau national.



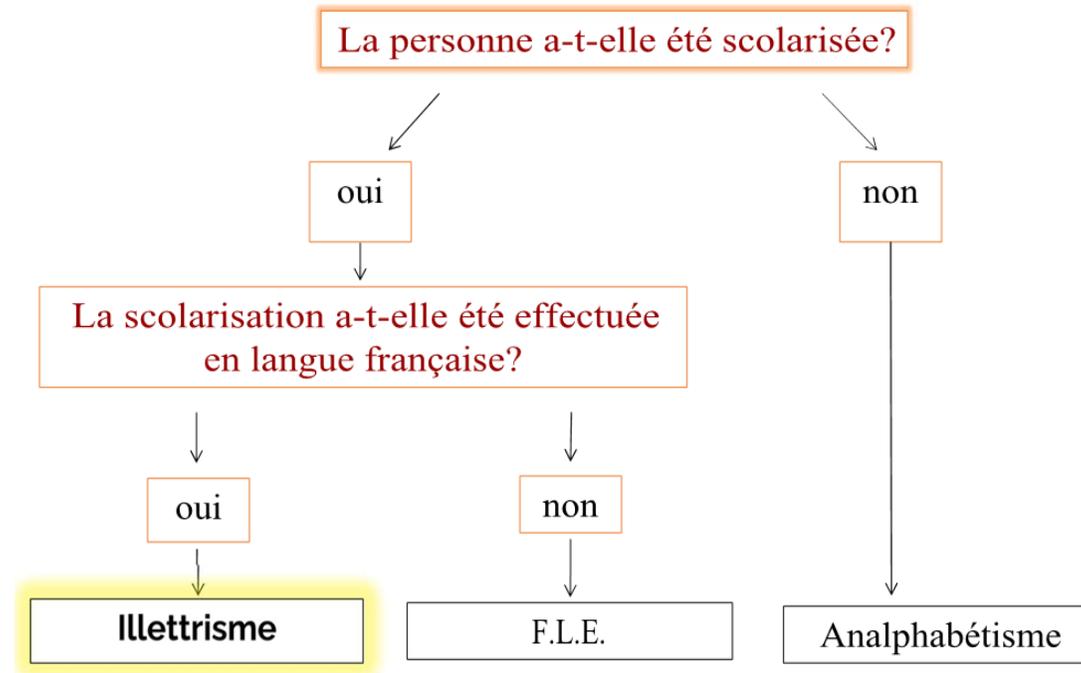


I. L'ILLETTRISME : DÉFINITION ET CHIFFRES CLÉS AU NIVEAU NATIONAL

- 
- 
- 
1. Illettrisme : de quoi parle-t-on ?
 2. Les chiffres clés de l'illettrisme au niveau national
 3. Les enquêtes PISA et PIAAC : comment positionner la France dans l'OCDE ?
 4. La Journée défense et citoyenneté (JDC)

Illettrisme : de quoi parle-t-on ?

L'illettrisme caractérise des personnes qui ont été scolarisées en France et n'ont pas acquis, ou ont perdu, la maîtrise de la lecture, de l'écriture, du calcul et des compétences numériques de base ? Ces personnes se retrouvent alors en perte d'autonomie face à des situations simples de la vie courante. Cette notion est à dissocier d'autres, telles que l'analphabétisme par exemple :



Illettrisme : de quoi parle-t-on ?

L'ANLCI définit 4 paliers pour positionner les personnes dans leur utilisation de l'écrit et ainsi graduer leur avancée vers la maîtrise des compétences de base.

- **Degré 1 : Repères structurants**

Compétences permettant, de se repérer dans l'univers de l'écrit (identification des signes et des mots), dans l'univers des nombres (base de la numération), dans l'espace et dans le temps, de participer à des échanges oraux avec des questions-réponses simples, etc...

- **Degré 3 : Compétence facilitant l'action dans des situations variées**

Ces compétences permettent de lire et d'écrire des textes courts, d'argumenter, de résoudre des problèmes plus complexes, d'utiliser plus largement des supports numériques, etc...

Il s'agit d'aller au-delà du pragmatisme quotidien et de se diriger vers plus de distanciation, de transversalité, d'automatisation, vers une appropriation croissante des codes (règles orthographiques, registre de langue...) vers un usage plus systématique d'outils d'appréhension du réel (tableaux, graphiques, schémas...). Le degré 3 est proche du niveau de certification de formation générale....

- **Degré 2 : Compétences fonctionnelles pour la vie courante**

Compétences permettant, dans un environnement familier, de lire et d'écrire des phrases simples, de trouver des informations dans des documents courants, de donner et de prendre des informations orales lors d'un entretien, de résoudre des problèmes de la vie quotidienne nécessitant des calculs simples, etc...

Les personnes concernées s'acheminent vers la mise en place de savoir-faire d'ordre linguistique, cognitif, mathématique, mais ceux-ci sont encore étroitement finalisés sur les situations pratiques de leur vie quotidienne.

- **Degré 4 : Compétences renforçant l'autonomie pour agir dans la société de la connaissance**

Ce degré regroupe l'ensemble des compétences nécessaires pour être à l'aise dans la société, s'adapter aux évolutions et continuer à se former. Il correspond au bagage de fin de scolarité obligatoire. Le degré quatre est proche des exigences de formation générale des qualifications de niveau 3 (CAP, BEP, Brevet des collèges, etc...).





1 400 000 personnes, soit 4 % de la population âgée de 18 à 64 ans et ayant été scolarisée en France métropolitaine étaient en situation d'illettrisme d'après les résultats de l'enquête Formation tout au long de la vie (FLV), réalisée par l'INSEE et la DARES en 2022-2023.

- ❖ 13 % des adultes résidents en QPV sont en situation d'illettrisme, soit une proportion 3 fois plus élevée que dans l'ensemble de la population.
- ❖ 7 % des personnes dont les parents n'avaient aucun diplôme ou seulement le brevet des collèges sont en situation d'illettrisme.

Enquête Formation tout au long de la vie

L'enquête Formation tout au long de la vie (FLV) se compose de deux volets :

- Le volet « formation » vise à quantifier la participation des personnes en âge de travailler à la formation tout au long de la vie
- Le volet « compétences » s'attache avant tout à évaluer les compétences en lecture et en écriture dans les gestes courants de la vie personnelle et professionnelle. Il permet notamment de mesurer l'illettrisme.

Le volet « compétences » de l'enquête FLV a été proposé à près de 16 200 personnes âgées de 18 à 64 ans résidant en France. Il est composé d'exercices issus de l'enquête Information et Vie Quotidienne (IVQ) menée en 2004 et 2011.

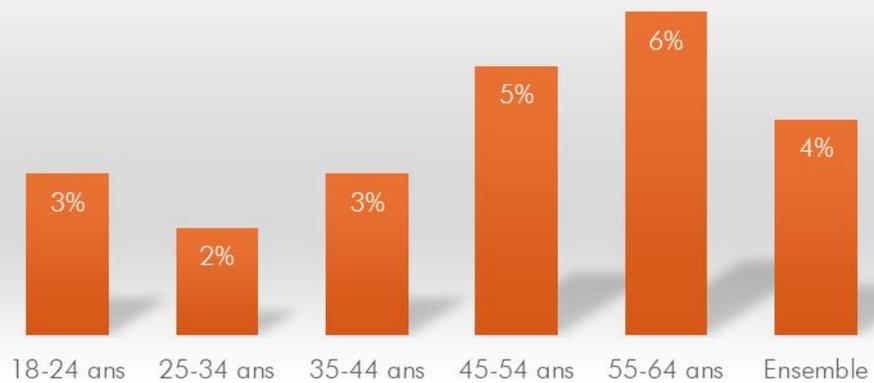
Les tests sont similaires à ceux proposés aux évaluations en lecture de la journée Défense et Citoyenneté (JDC) pour les jeunes Français de 17 ans, avec des résultats comparables pour les plus jeunes

Les chiffres clés de l'illettrisme au niveau national



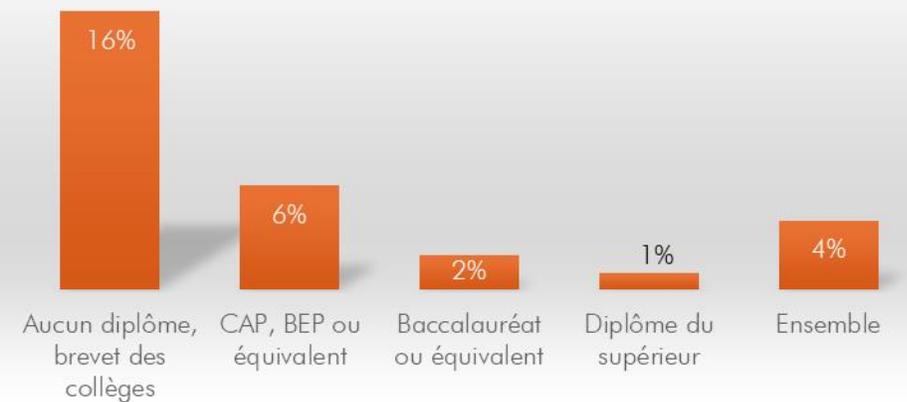
Plus de personnes en situation d'illettrisme parmi les adultes âgés de 45 ans ou plus

Parts des adultes en situation d'illettrisme par tranche d'âge



Plus de personnes en situation d'illettrisme parmi les adultes peu diplômés

Parts des adultes en situation d'illettrisme selon le plus haut diplôme



Les enquêtes PISA et PIAAC : comment positionner la France dans l'OCDE

En mai 2022, 8 000 élèves de 15 ans scolarisés dans des collèges et lycées français ont participé à l'enquête internationale PISA ainsi que leurs homologues de 80 autres pays.

En France, cette enquête est menée par la DEPP.

Enquête PIAAC

Le **Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes (PIAAC)** mesure les compétences des adultes en matière de traitement de l'information (littératie, numératie et résolution de problèmes). Elle recueille des informations et des données sur la façon dont les adultes (16 à 65 ans) utilisent leurs compétences à la maison, au travail et dans la communauté au sens large.

L'évaluation a été administrée en France entre septembre et novembre 2012 et environ 7 000 adultes âgés de 16 à 65 ans ont été interviewés.

Enquête PISA

Le **Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA)** est une évaluation créée par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), qui **vis**e à tester les **compétences des élèves de 15 ans en lecture, sciences et mathématiques**. Cette évaluation se déroule tous les 3 ans, avec une interruption en 2021 en raison de la pandémie de Covid-19.

PISA mesure l'efficacité des systèmes éducatifs dans le but de comparer les performances des élèves issus de différents environnements d'apprentissage. Le programme **évalue leurs capacités à mobiliser leurs connaissances scolaires et à les utiliser dans des situations proches de la vie quotidienne**.

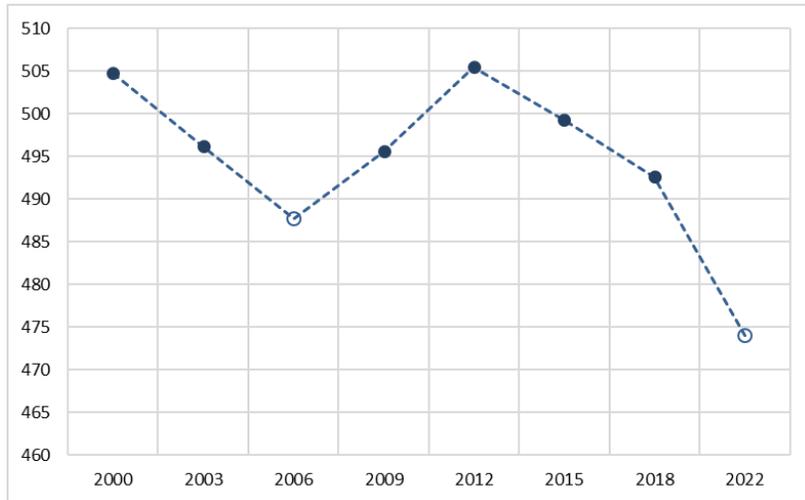
En 2022, 85 pays ont participé au programme.

En France, l'enquête est réalisée sous la responsabilité du ministère de l'Éducation nationale selon les procédures standardisées de l'OCDE. Elle se déroule dans 335 établissements tirés au sort par une autorité internationale indépendante. Dans chaque établissement, environ 30 élèves de 15 ans sont retenus aléatoirement.

Les résultats de l'enquête 2022 ont été publiés en décembre 2023.

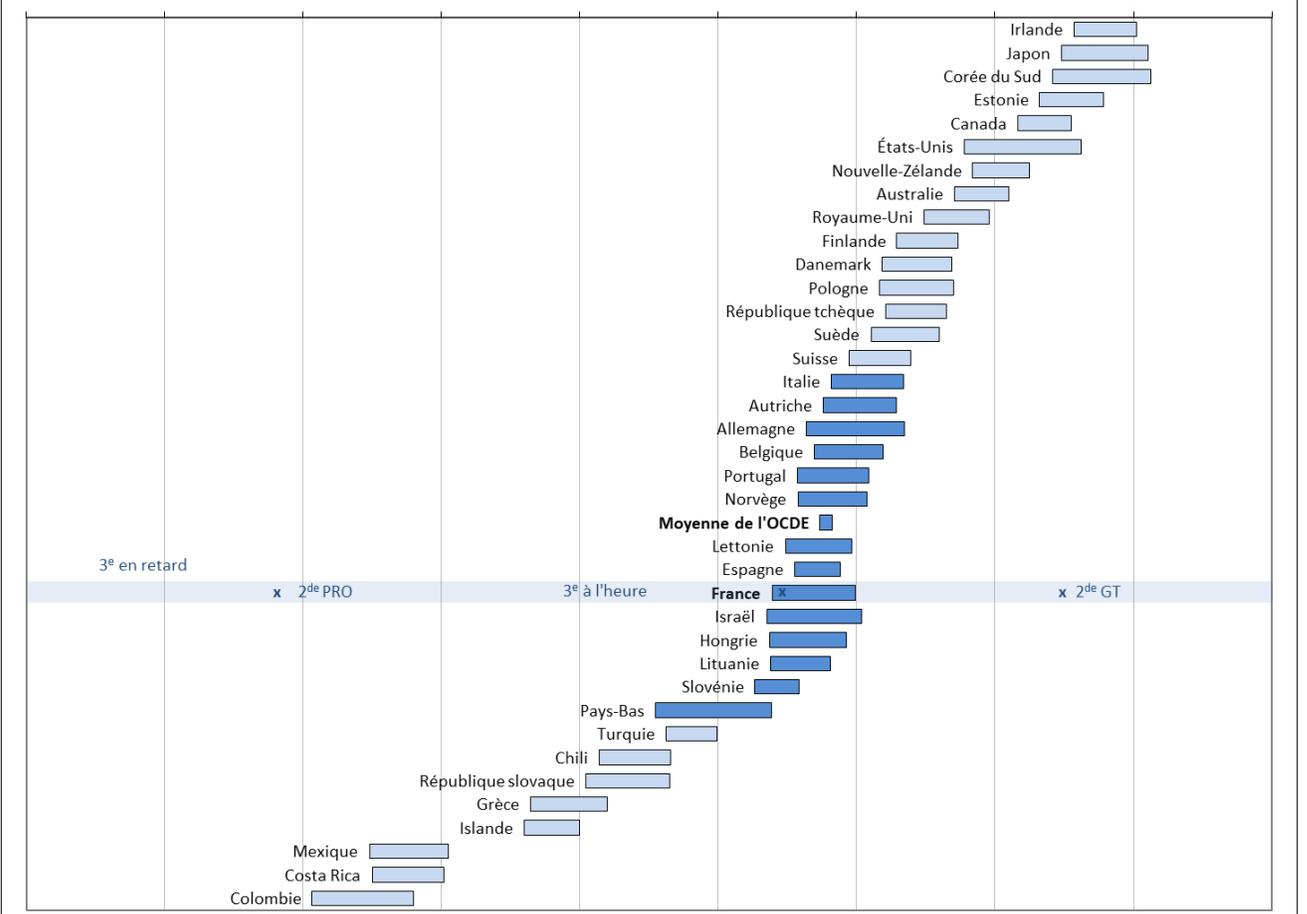
En compréhension de l'écrit, une baisse importante par rapport à 2018 ramène le score de la France dans la moyenne OCDE

Évolution du score moyen en compréhension de l'écrit de la France depuis sa première participation à PISA



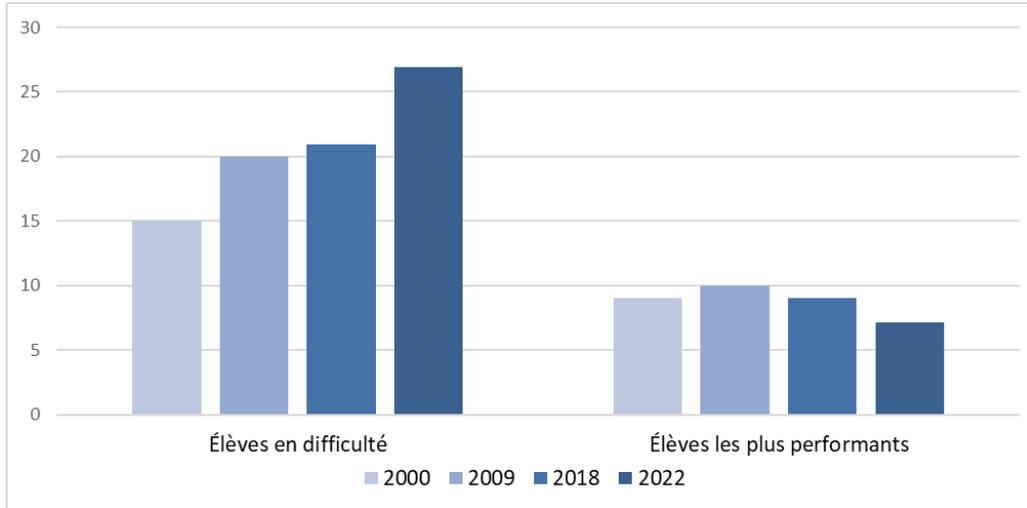
Avec un score moyen de 474 en 2022, les résultats de la France en compréhension de l'écrit subissent une baisse importante par rapport à 2018. Cette baisse de 19 points en quatre années s'inscrit dans le contexte particulier lié à la pandémie mondiale de Covid-19 et ramène le score de la France dans la moyenne OCDE.

Résultats des pays de l'OCDE sur l'échelle internationale de compréhension de l'écrit dans l'évaluation PISA 2022



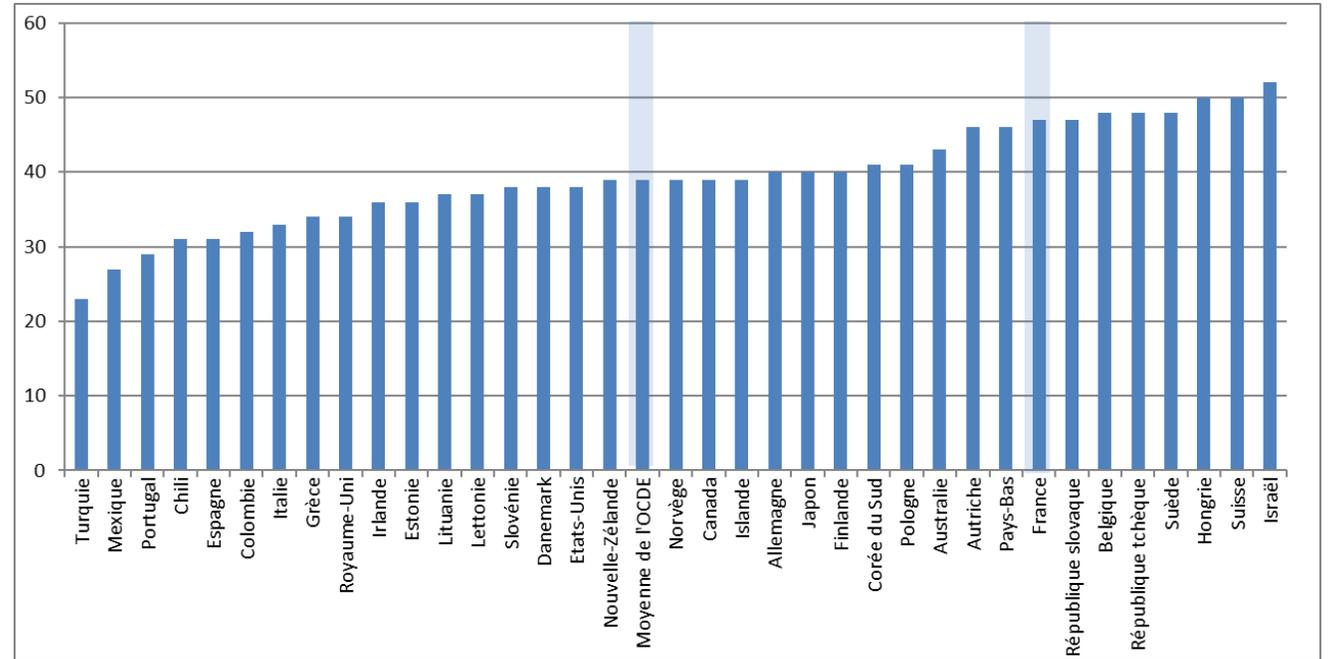
En compréhension de l'écrit, une baisse importante par rapport à 2018 ramène le score de la France dans la moyenne OCDE

Proportion d'élèves aux bas et hauts niveaux en compréhension de l'écrit en 2000, 2009, 2018 et 2022 (en %)



Depuis 2000, en France, la répartition des élèves dans les groupes de niveau a évolué de manière importante : augmentation du nombre d'élèves dans les niveaux bas et diminution du nombre d'élèves dans les niveaux hauts.

Variation du score associée à la variation d'une unité de l'indice du statut économique, social et culturel 2022

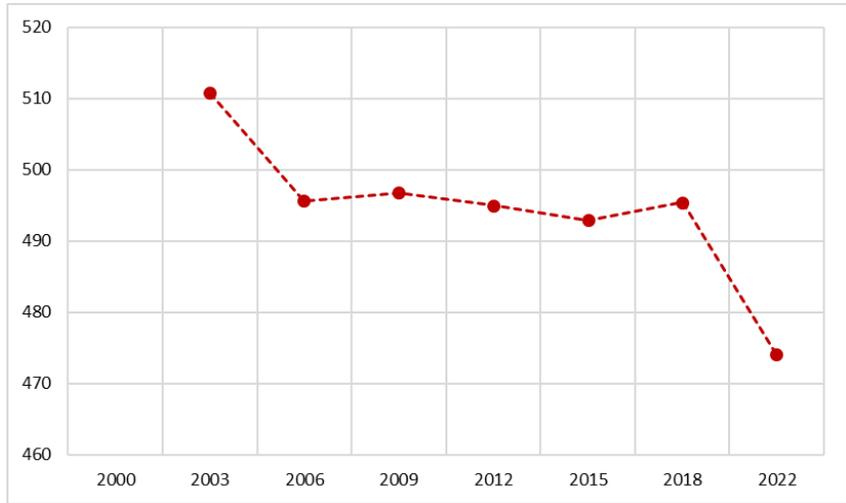


L'écart de score associé en France à la variation d'une unité de l'indice SESC est de 47 points (39 points en moyenne pour les pays de l'OCDE). Il fait partie des plus élevés parmi les pays de l'OCDE. Cet écart est stable depuis 2018 après s'être réduit entre 2009 et 2018. En 2022, aucun pays ne se situe significativement au-dessus de la France au regard de cet indicateur : la France fait donc partie des pays où la relation entre la performance en compréhension de l'écrit et l'origine socio-économique et culturelle est la plus forte..



Le score moyen de la France, dans la moyenne de l'OCDE, en baisse en culture mathématique

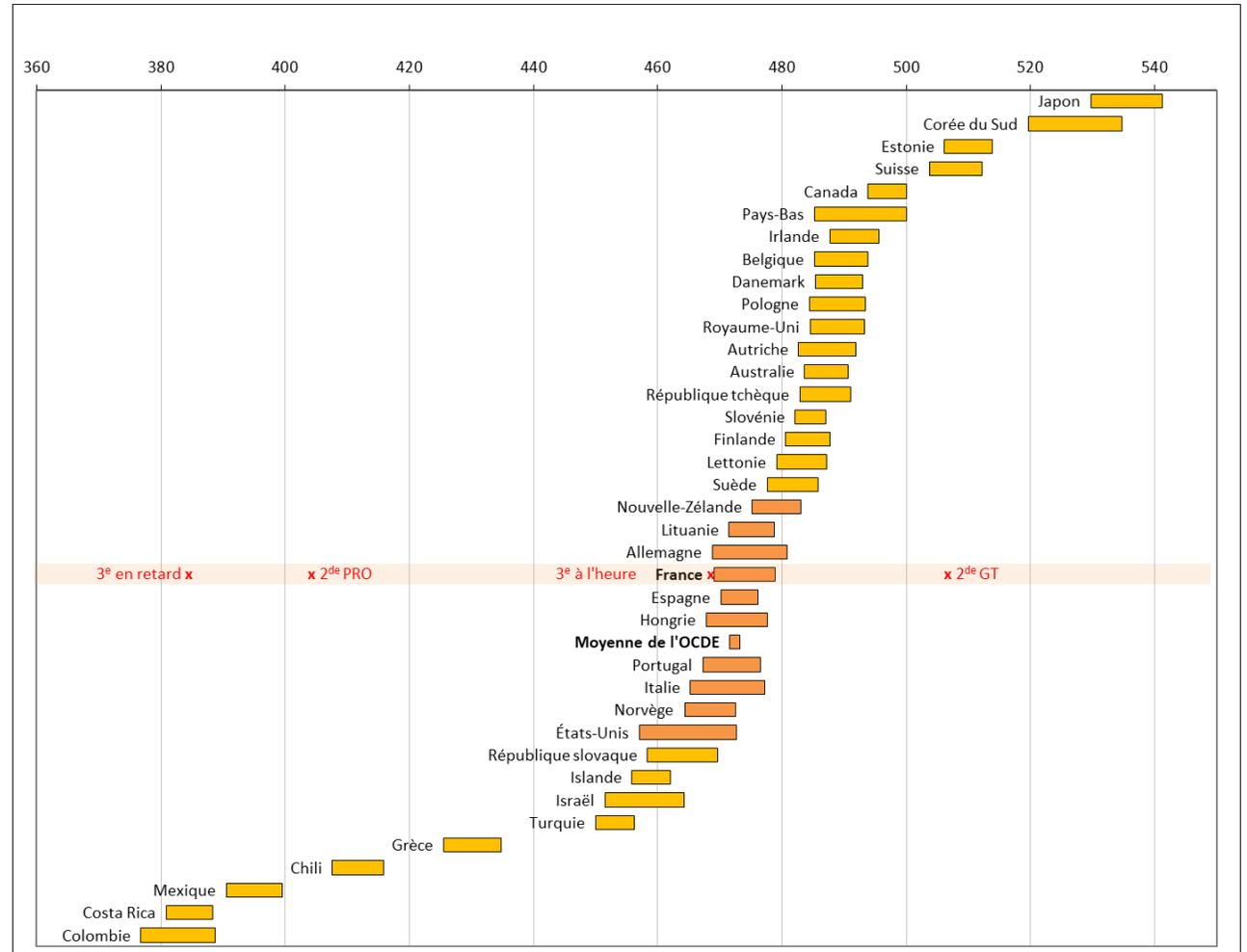
Évolution du score moyen en culture mathématique de la France depuis sa première participation PISA



Avec un score moyen de 474 points en 2022, les résultats de la France se situent dans la moyenne des pays de l'OCDE (472) en culture mathématique. Les résultats de la France ont cependant fortement baissé entre 2012 et 2022.

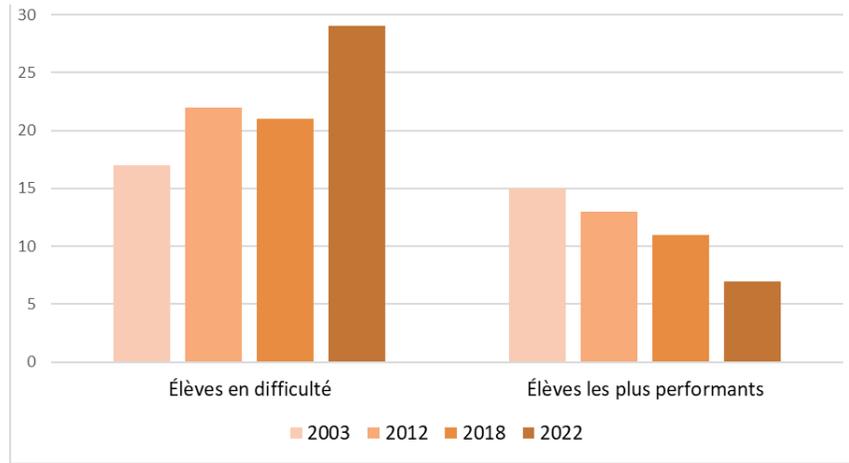
La baisse considérable de 21,5 points observée entre 2012 et 2022 concerne également la grande majorité des 36 pays de l'OCDE ayant participé aux deux cycles (baisse moyenne de 14,6 points) dans un contexte particulier lié à la pandémie mondiale de Covid-19.

Résultats des pays de l'OCDE sur l'échelle internationale de culture mathématique dans l'évaluation PISA 2022



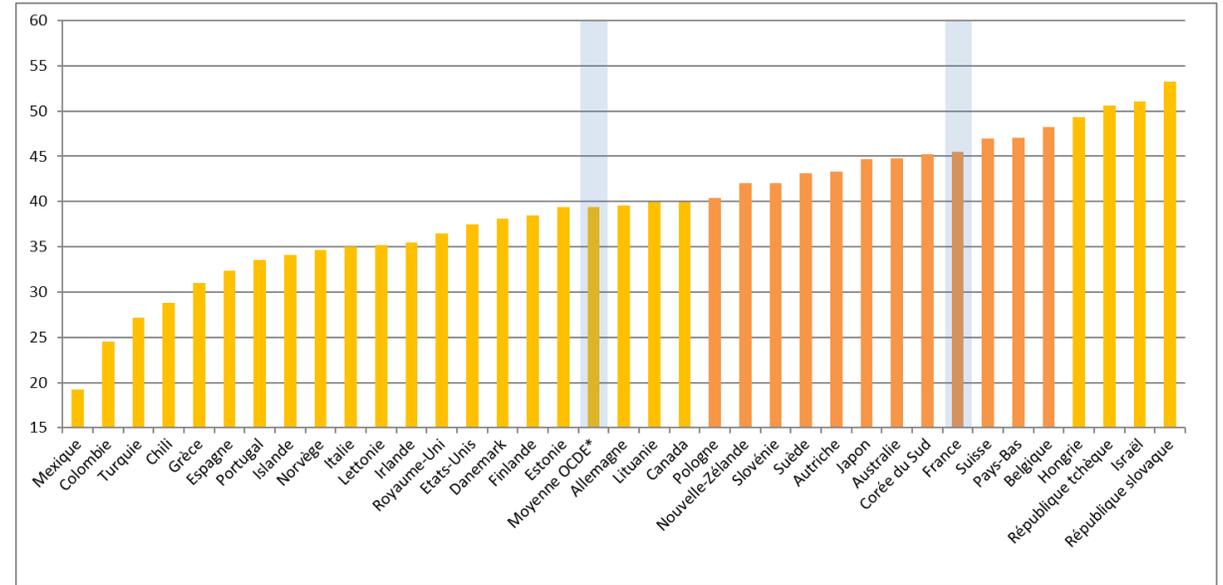
Le score moyen de la France, dans la moyenne de l'OCDE, en baisse en culture mathématique

Proportion d'élèves aux bas et hauts niveaux en culture mathématique en France en 2003, 2012, 2018 et 2022 (en %)



La baisse globale peut être mise en relation avec l'augmentation du nombre d'élèves en difficulté selon les critères de PISA. La part des élèves en difficulté (en dessous du « seuil » à partir duquel les élèves commencent à montrer qu'ils possèdent les compétences et connaissances mathématiques leur permettant de faire face aux situations de la vie courante en rapport avec les mathématiques) augmente en France entre 2012 et 2022, passant de 22,4 % à 29 %. Cette hausse apparaît également dans la moyenne des pays ayant participé à PISA en 2012 et 2022. En parallèle, la baisse de la proportion d'élèves les plus performants est également significative pour la France, passant de 13 % à 7 % des élèves en dix ans. On observe une baisse similaire en moyenne dans l'OCDE.

Variation du score en culture mathématique associée à la variation d'une unité de l'indice du statut économique, social et culturel 2022

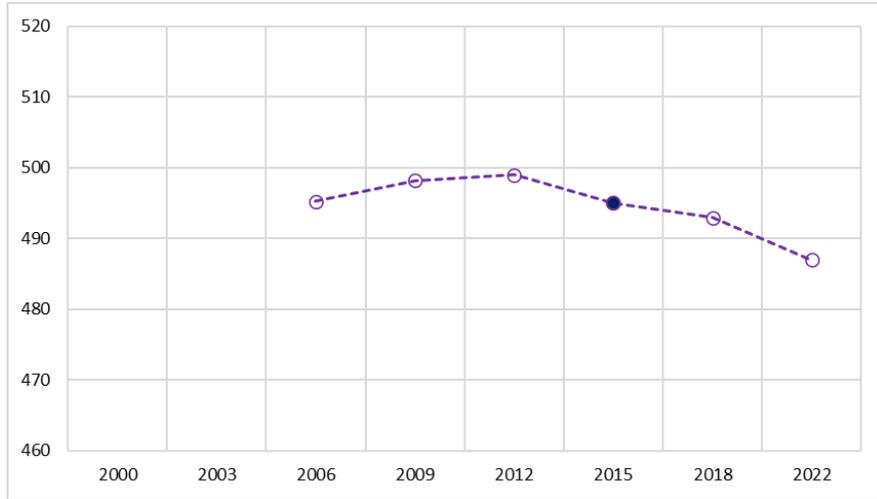


En France, la performance des élèves dépend moins fortement du niveau socio-économique qu'en 2012. Cependant, la France est l'un des pays de l'OCDE où l'écart de score associé à la variation d'une unité de l'indice SES est important (45,5 points pour la France et 39,4 points en moyenne pour les pays de l'OCDE). Cet écart est en baisse en France depuis 2012 où il s'élevait à 57 points. La France est même le pays où il a le plus fortement baissé entre 2012 et 2022.



En France, la performance globale en culture scientifique est en baisse

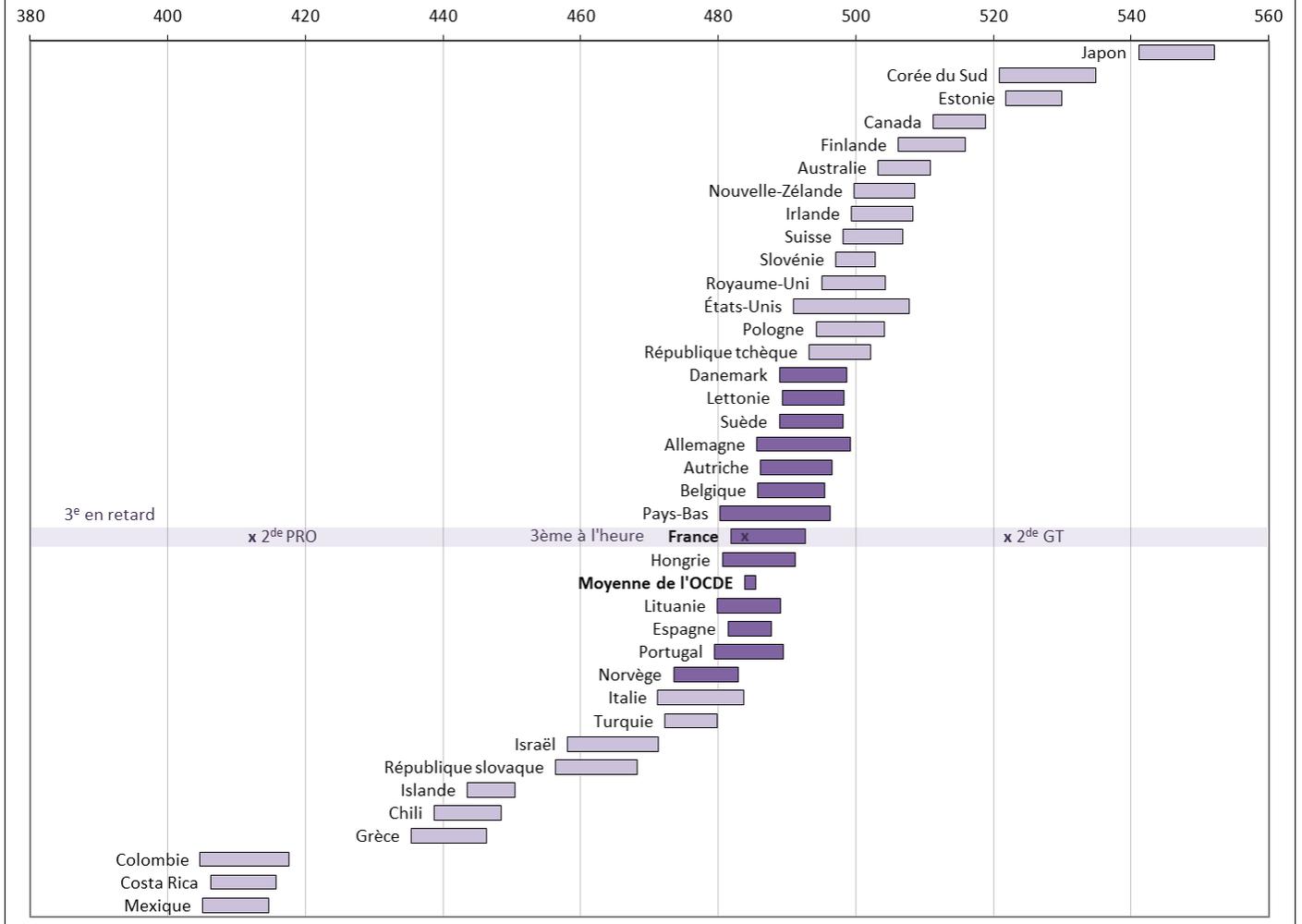
Évolution du score moyen en culture scientifique de la France depuis sa première participation à PISA



La France obtient un score global de 487 points en 2022 en culture scientifique, faisant ainsi partie des six pays dont le score n'est pas significativement différent de la moyenne des pays de l'OCDE (485).

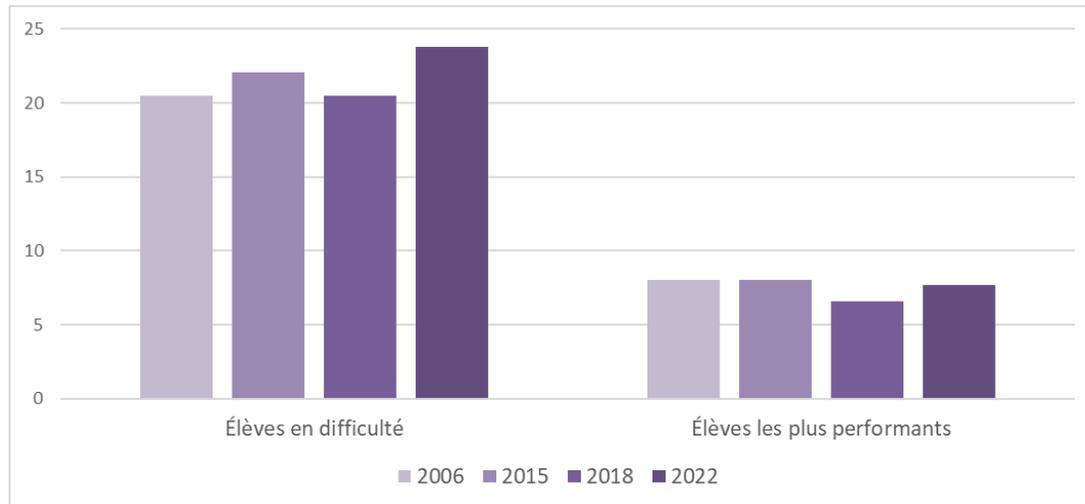
La baisse de score de 8 points constatée en France depuis 2015, année du dernier cycle majeur en culture scientifique, est légèrement supérieure à celle constatée en moyenne dans les pays de l'OCDE sur la même période (4 points).

Résultats des pays de l'OCDE sur l'échelle internationale de culture scientifique dans l'évaluation PISA 2022



En France, la performance globale en culture scientifique est en baisse

Proportion d'élèves aux bas et hauts niveaux en culture scientifique en 2006, 2015, 2018 et 2022



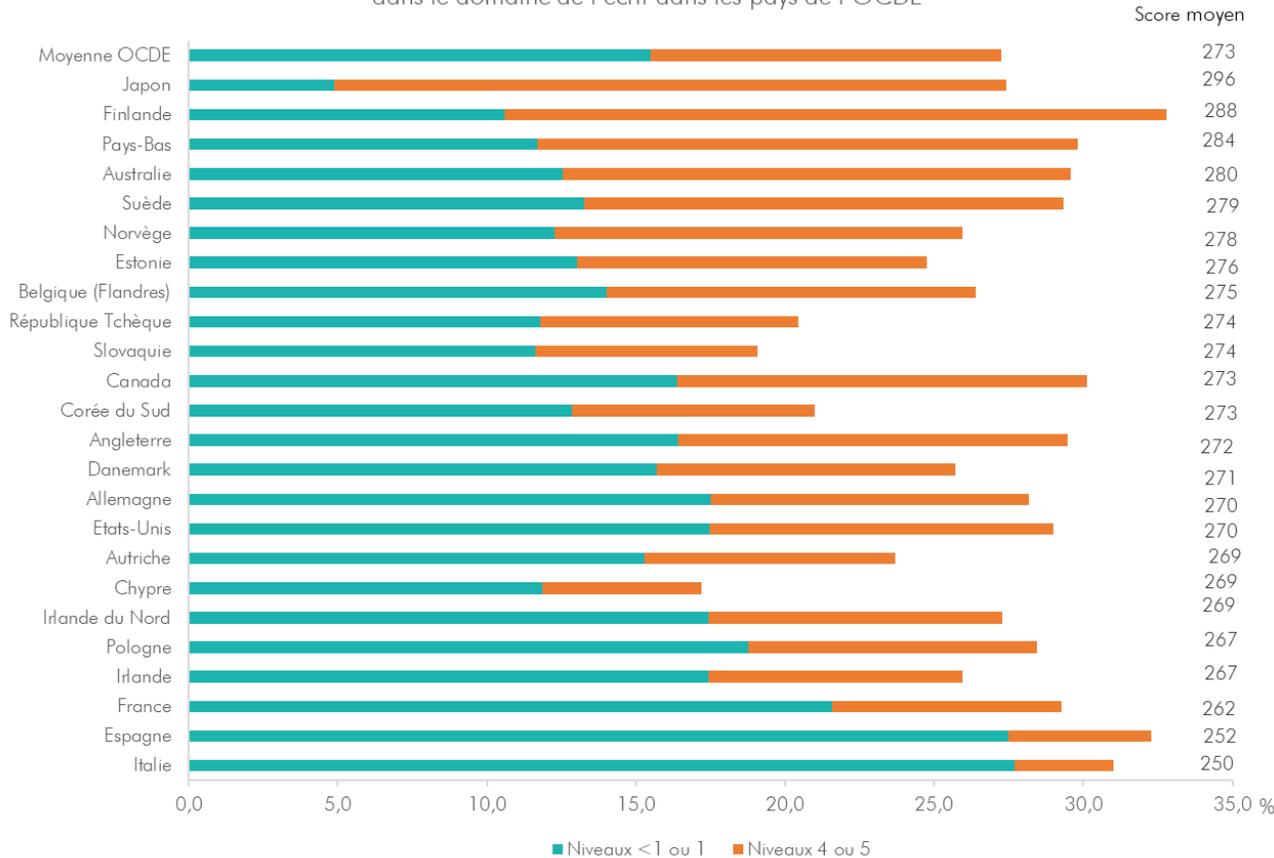
En France, en 2022, 23,8 % des élèves sont en dessous du niveau 2 de l'échelle. L'enquête PISA considère que ces élèves ne possèdent pas les compétences et connaissances scientifiques qui leur permettent de faire face aux situations de la vie réelle en rapport avec les sciences. Si ce taux est resté stable entre 2006 et 2018, il a en revanche légèrement augmenté depuis 2018 où il était de 20,5 %. Le taux d'élèves en difficulté en France est équivalent à la moyenne de l'OCDE (24,5 %).

À l'inverse 7,7 % des élèves de France se situent dans les niveaux supérieurs. Cette part n'a pas varié de manière significative depuis 2006 et se situe dans la moyenne de l'OCDE (7,5 %).

L'écart de score associé à la variation d'une unité de l'indice SESC avait baissé pour la France entre 2006 et 2018, passant de 57 à 48 points d'écart de score. En 2022, il est stable (50 points) mais il se situe toujours au-dessus de la moyenne de l'OCDE (41 points) et aucun pays ne se situe significativement au-dessus de la France au regard de cet indicateur. La France fait donc partie des pays où la relation entre la performance en culture scientifique et l'origine socio-économique et culturelle est la plus forte.

Les niveaux de compétences des adultes français dans le domaine de l'écrit sont plus faibles que dans les autres pays de l'OCDE

Répartition de la population par groupe de compétence et score moyen dans le domaine de l'écrit dans les pays de l'OCDE



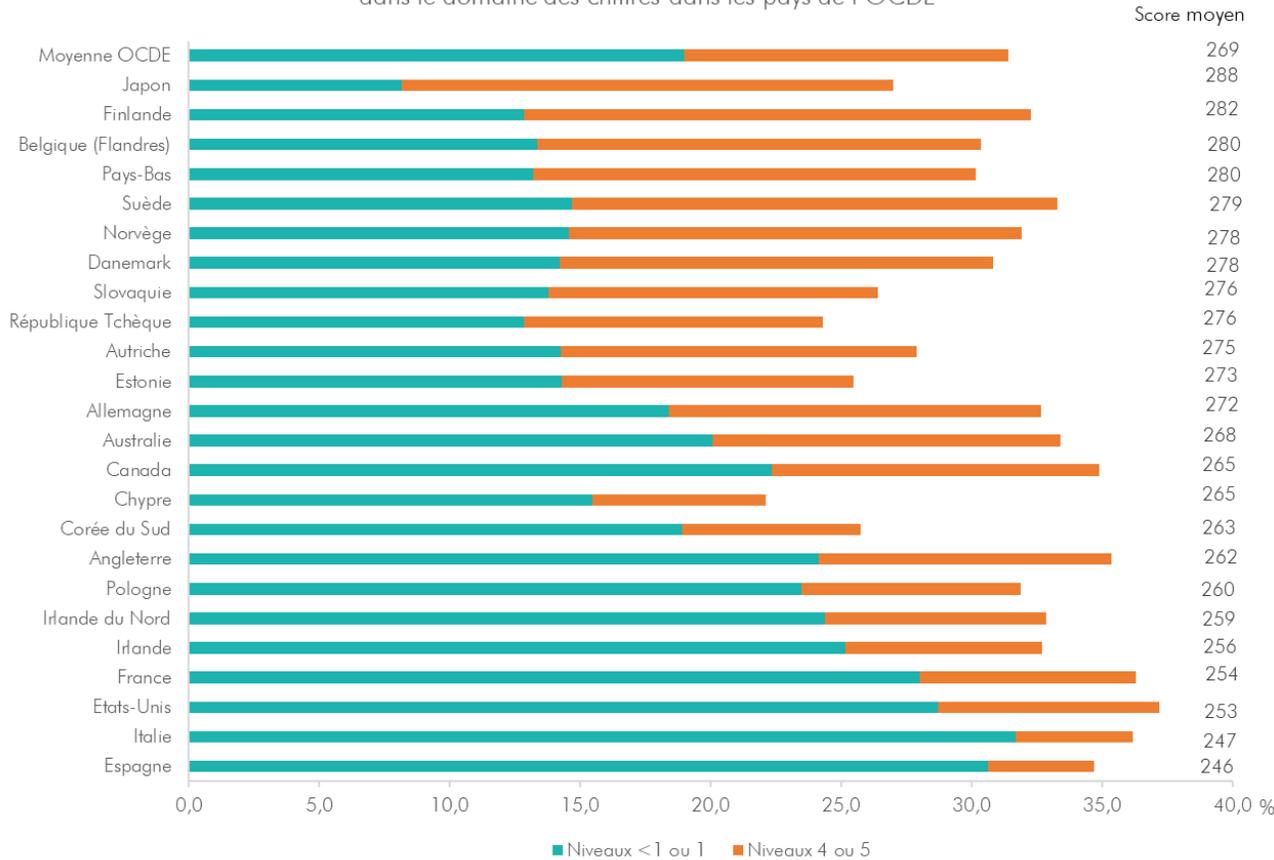
En France, 21,6 % des adultes âgés de 16 à 65 ans ont un faible niveau de compétence dans le domaine de l'écrit, soit 6 points au-dessus de la moyenne des 24 pays participants de l'OCDE (15,5 % au total). A l'inverse, seulement 7,7 % des adultes français se situent aux deux niveaux les plus élevés de compétence en littératie contre 11,8 % pour la moyenne des pays de l'OCDE.

On constate également d'importantes différences entre les générations puisque dans le domaine de l'écrit, le score moyen des personnes âgées de 25 à 34 ans dépasse de 36 points celui des personnes âgées de 55 à 65 ans (278 points contre 242 points).



Les niveaux de compétences des adultes français dans le domaine de l'écrit sont plus faibles que dans les autres pays de l'OCDE

Répartition de la population par groupe de compétence et score moyen dans le domaine des chiffres dans les pays de l'OCDE



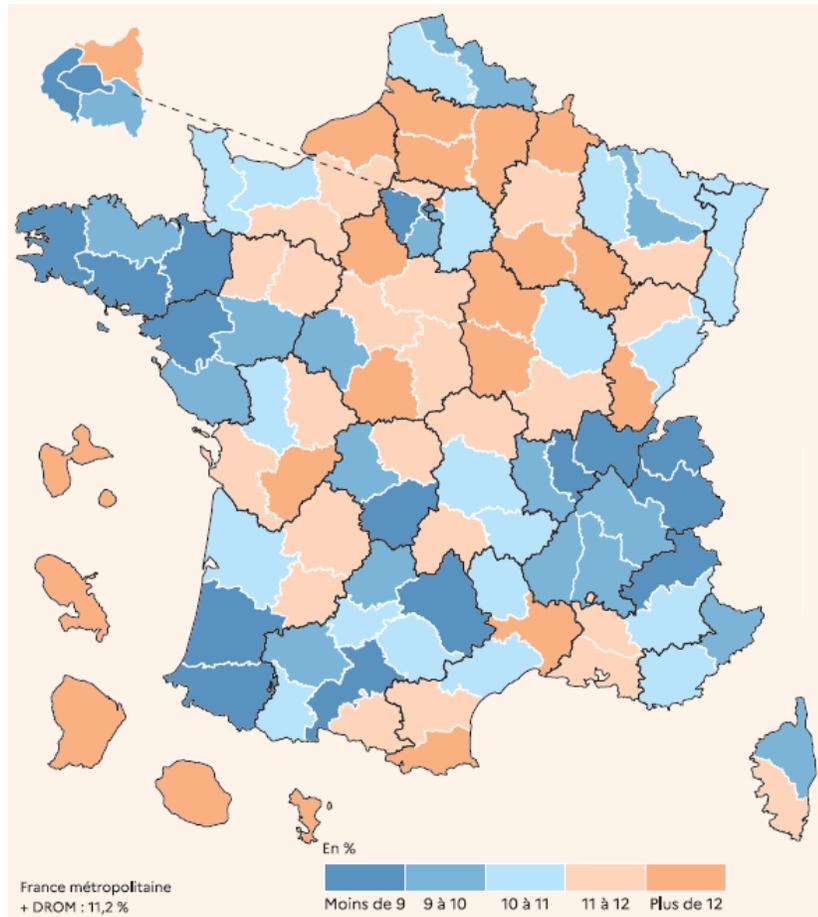
Les femmes sont en moyenne moins à l'aise que les hommes face à l'information chiffrée, mais autant face à l'information écrite.

On retrouve des différences importantes entre les générations. En effet, dans le domaine des chiffres, le score moyen des personnes âgées de 25 à 34 ans dépasse de 35 points celui des personnes âgées de 55 à 65 ans (269 points contre 234 points).



5 % des jeunes participants à la JDC sont considérés en situation d'illettrisme

JDC 2022- Pourcentages de jeunes en difficulté de lecture selon le département



Plus de 750 000 jeunes âgés de 16 à 25 ans, de nationalité française, ont participé au test d'évaluation de la lecture lors de la Journée défense et citoyenneté (JDC) en 2022.

11,2 % d'entre eux rencontrent des difficultés dans le domaine de la lecture.

Ceux qui rencontrent les difficultés les plus sévères représentent 4,9 % de l'ensemble et se caractérisent par un déficit important de vocabulaire. Ils peuvent être considérés en situation d'illettrisme, selon les critères de l'ANLCI (Agence nationale de lutte contre l'illettrisme).

Par ailleurs, 3,1 % de ces jeunes n'ont pas installé les mécanismes de base de traitement du langage écrit et plus d'un jeune sur dix a une maîtrise fragile de la lecture.

En savoir plus : <https://www.education.gouv.fr/journee-defense-et-citoyennete-2022-plus-d-un-jeune-francais-sur-dix-en-difficulte-de-lecture-378302>

Journée défense et citoyenneté

Durant la journée défense et citoyenneté, les évaluations en lecture sont effectuées selon des modalités permettant d'améliorer la standardisation des procédures et de réduire sensiblement les contraintes logistiques. Les jeunes doivent répondre, grâce à un boîtier électronique, aux questions qui défilent sur un grand écran. Leurs réponses, et dans certains cas leurs temps de réaction, sont enregistrés. Un nouveau test de lecture a été mis en place septembre 2019.



II. LES RISQUES D'ILLETTRISME DANS LA POPULATION EN BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ

1. Les personnes sorties du système scolaire peu ou pas diplômées
 2. Les personnes en emploi
 3. Les chômeurs et la demande d'emploi
 4. Revenus-Conditions de vie
- 
- 
- 

Les risques d'illettrisme dans la population en Bourgogne-Franche-Comté

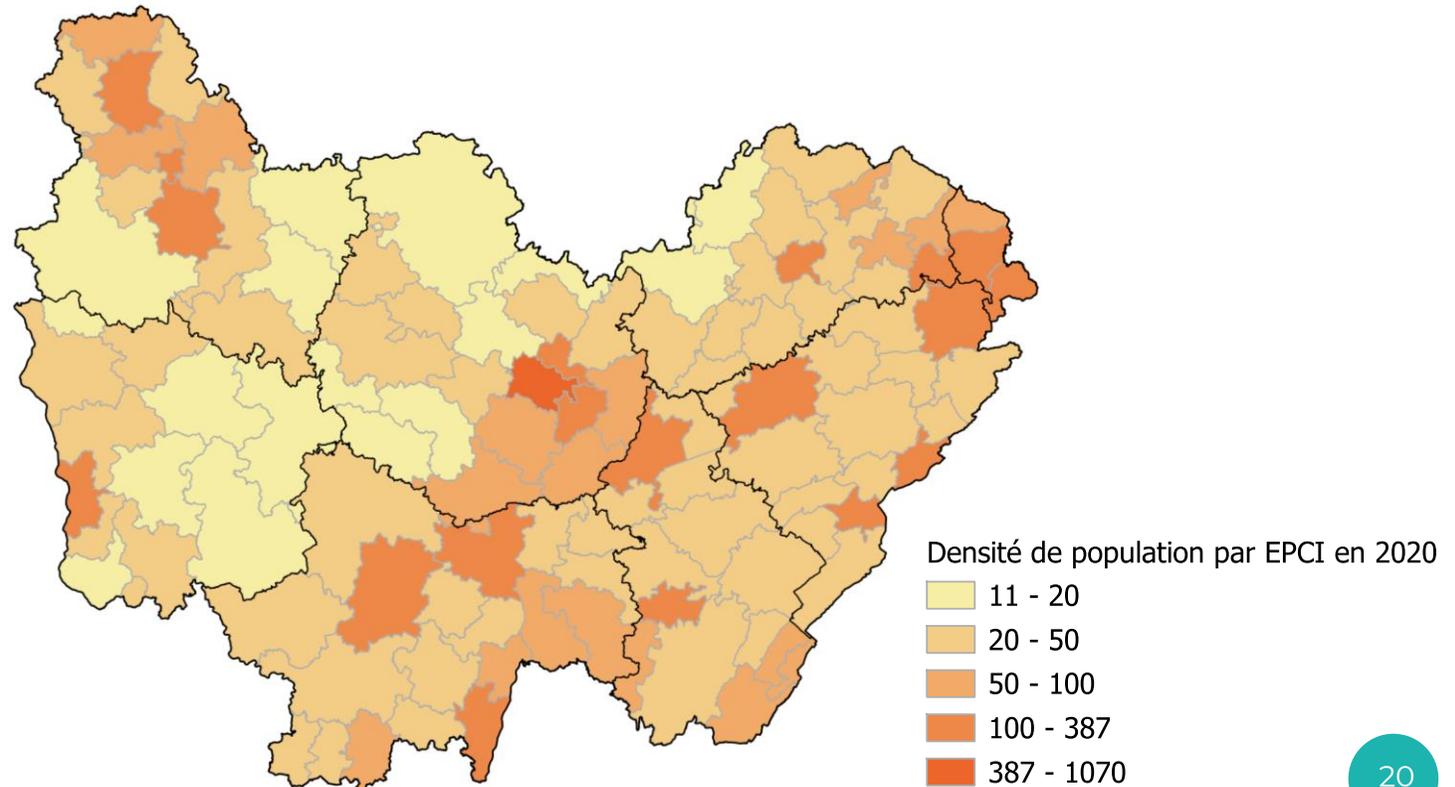
La Bourgogne-Franche-Comté est un territoire rural peu densément peuplé. Sa densité est deux fois plus faible que la densité moyenne nationale et c'est la 2^{ème} plus faible de France métropolitaine. Elle est particulièrement faible dans les communautés de communes du pays Châtillonnais, de l'ouest de la Côte-d'Or et d'une grande partie à l'est de la Nièvre.

La proportion de non diplômés (diplôme inférieur au Cap-Bep) s'élève à 19,7 % contre 18,5 % en France métropolitaine. Les personnes possédant un Cap-Bep sont également surreprésentées (30,7 % en région contre 25,6 % au niveau national) à l'inverse de celles ayant un diplôme du supérieur (30 % en région contre 36,4% au niveau national).

La Bourgogne-Franche-Comté est la région la plus industrielle de France métropolitaine et la 3^{ème} région la plus agricole (poids du secteur dans l'emploi total).

Population et densité de population en 2020

	Population en 2020	Densité population 2020 (hab / Km ²)
Côte-d'Or	535 503	61,1
Doubs	547 096	104,2
Jura	258 555	51,8
Nièvre	202 417	29,7
Haute-Saône	234 296	43,8
Saône-et-Loire	549 288	64,3
Yonne	333 385	45
Territoire de Belfort	139 654	229,9
Bourgogne-Franche-Comté	2 800 194	58,6
France métropolitaine	65 505 213	120,0



Les risques d'illettrisme dans la population en BFC : 23 % de la population non scolarisée âgée de 15 ans ou plus n'a aucun diplôme

Au recensement de 2020, 23 % de la population de 15 ans ou plus non scolarisée en Bourgogne-Franche-Comté sont non ou peu diplômés. Cette part est deux points supérieure à la moyenne nationale (20,7 %).

La part des personnes non ou peu diplômées dans la population non scolarisée de 15 ans ou plus varie selon les départements : l'Yonne (25,9 %) et la Nièvre (25,5 %) présentent les proportions les plus importantes alors que la Côte-d'Or (20,3 %) affiche une part plus faible que la moyenne nationale.

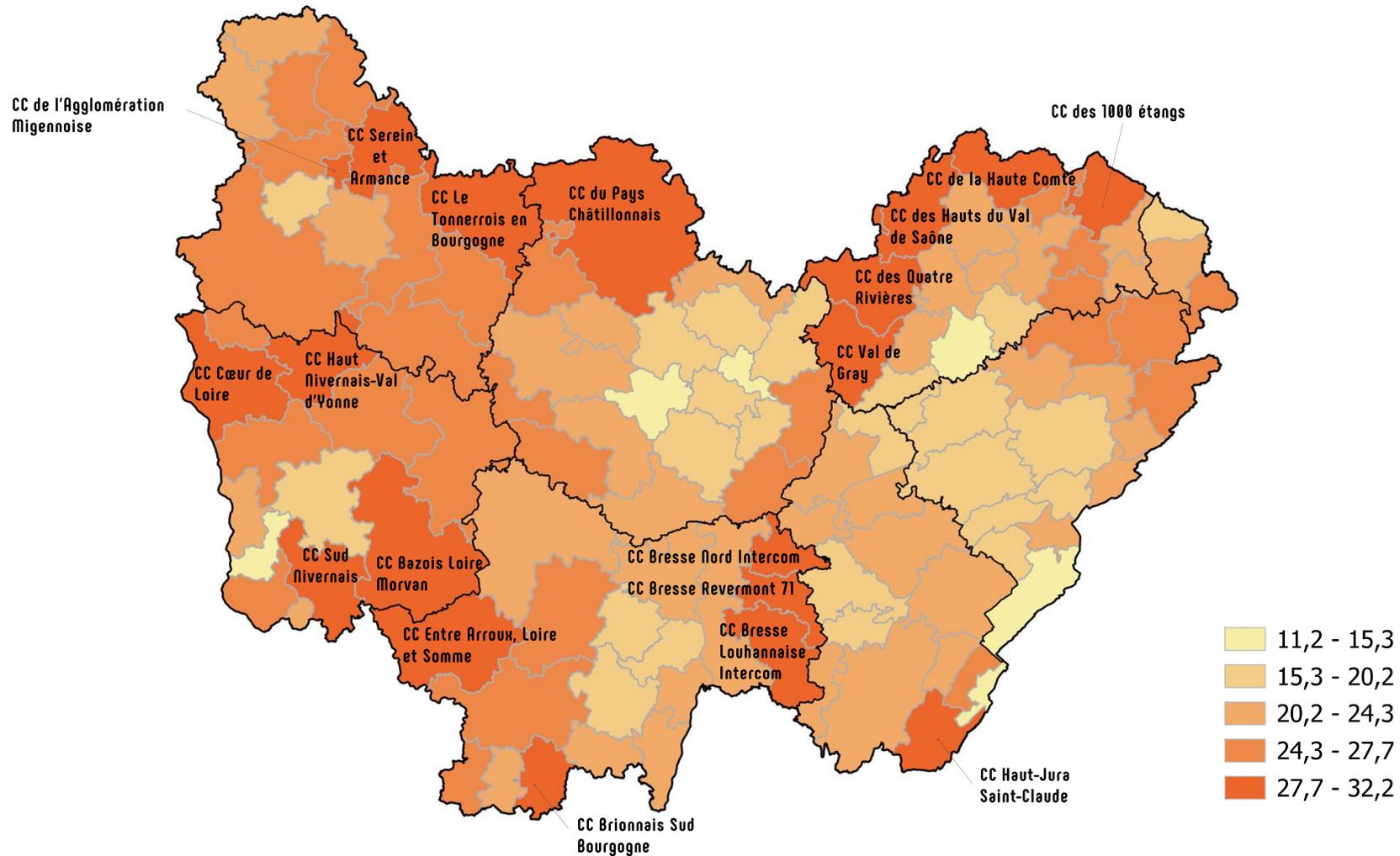
Au niveau infra-départemental, ces parts varient de 11,2 % pour la CC Norge et Tille à 32,2 % pour la CC Le Tonnerrois en Bourgogne.

Effectif des personnes âgées de 15 ans ou plus sorties du système scolaire, peu ou pas diplômées et part dans la population non scolarisée de 15 ans ou plus

	Effectif	Part dans la population de 15 ans ou plus non scolarisée
Côte-d'Or	79 534	20,3%
Doubs	85 071	21,6%
Jura	42 879	21,6%
Nièvre	41 416	25,5%
Haute-Saône	44 724	24,9%
Saône-et-Loire	103 385	24,2%
Yonne	66 700	25,9%
Territoire de Belfort	22 159	21,5%
Bourgogne- Franche- Comté	485 869	23,0%
France métropolitaine	9 923 227	20,7%

Les risques d'illettrisme dans la population en BFC : 23 % de la population non scolarisée âgée de 15 ans ou plus n'a aucun diplôme

Part des non ou peu diplômés dans la population non scolarisée de 15 ans ou plus par EPCI en 2020 (%)



Les risques d'illettrisme dans la population en BFC : 75 % d'actifs

➤ Population active et taux d'activité

La région compte près de 1 254 700 actifs en 2020, soit 4 % des actifs de France métropolitaine et 74,6 % de la population totale comme en France métropolitaine.

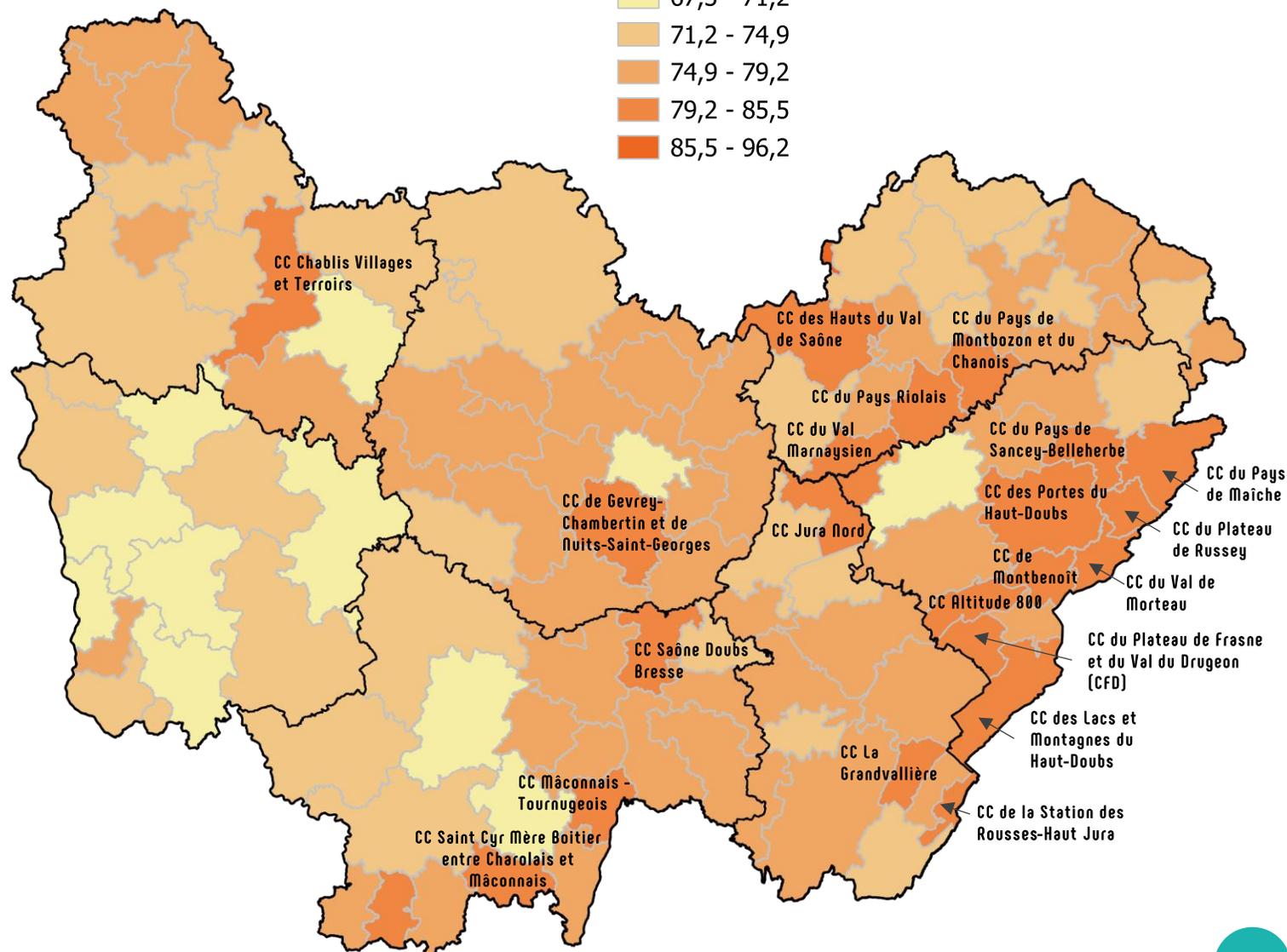
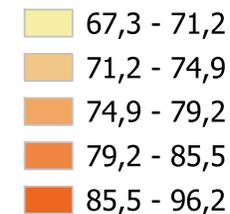
Cette part varie peu au niveau des départements à l'exception de celle de la Nièvre (70,8 %). Le Jura (75,8 %) présente la plus forte proportion de personnes actives parmi sa population de 15-64 ans.

A l'échelle infra-départementale, les taux d'activité varient de 67,3 % (CC du Serein) à 85,5 % (CC du Plateau de Russey).

Effectifs des actifs de 15-64 ans et parts dans la population totale de 15-64 ans

	Actifs 15-64 ans	Taux activité
Côte-d'Or	248 814	74,2%
Doubs	253 450	75,0%
Jura	116 327	75,8%
Nièvre	80 635	70,8%
Haute-Saône	104 958	74,9%
Saône-et-Loire	239 350	75,1%
Yonne	146 846	75,2%
Territoire de Belfort	64 301	73,6%
Bourgogne-Franche-Comté	1 254 680	74,6%
France métropolitaine	30 184 051	74,6%

Taux activité en 2020 (%)



Les risques d'illettrisme dans la population en BFC : un niveau de qualification des actifs en emploi plus faible qu'en France métropolitaine

➤ Niveau de qualification de la population active occupée

La Bourgogne-Franche-Comté compte environ 1 112 000 actifs en emploi en 2020. Ces travailleurs occupent principalement les professions d'employés (27,1 %), d'ouvriers (25,8 %) et de professions intermédiaires (25,4 %). Comparée à la France métropolitaine, la région se distingue par une plus grande proportion d'agriculteurs (2,4 %) et d'ouvriers et une moindre représentation des cadres et professions intellectuelles supérieures (seulement 12,9 % contre 18,8 % pour la France métropolitaine).

Les disparités infrarégionales sont importantes selon les catégories socio-professionnelles. Ainsi, les ouvriers représentent respectivement 28,8 % et 28,2 % des actifs dans les départements de Haute-Saône et du Jura contre 21,2 % en Côte-d'Or. De même, les proportions les plus élevées d'agriculteurs exploitants s'observent dans la Nièvre (4,2 %) et la Saône-et-Loire (3,1 %) contre 0,3 % dans le Territoire de Belfort.

Au niveau infra-départemental, certains territoires tels CA Beaune, Côte et Sud - Communauté Beaune-Chagny-Nolay, CC Altitude 800, CC Amognes Cœur du Nivernais et CC Arbois, Poligny, Salins, Cœur du Jura cumulent des taux ouvriers et d'agriculteurs exploitants assez élevés.

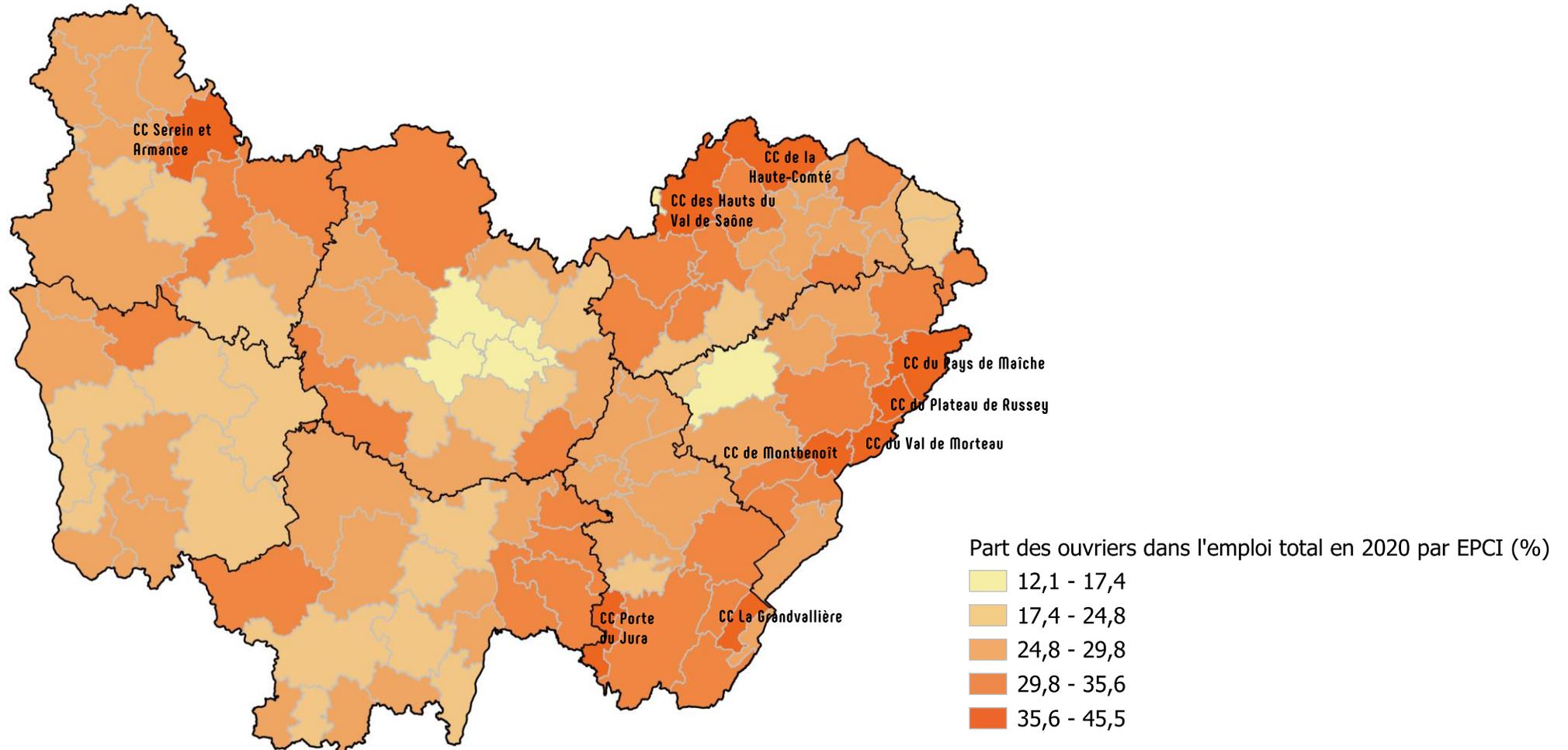
Effectifs des actifs occupés de 15-64 ans et parts par PCS

	Actifs occupés 15-64 ans	Agriculteurs exploitants	Artisans, Comm., Chefs entreprise	Cadres et professions intellectuelles supérieures	Professions intermédiaires	Employés	Ouvriers
Côte-d'Or	222 506	1,9%	6,3%	16,5%	27,2%	26,9%	21,2%
Doubs	224 687	1,7%	5,7%	14,1%	26,1%	25,2%	27,3%
Jura	105 198	2,4%	7,1%	10,6%	25,6%	26,0%	28,2%
Nièvre	70 369	4,2%	7,0%	10,4%	23,9%	29,9%	24,5%
Haute-Saône	93 031	2,9%	6,6%	9,7%	24,9%	27,1%	28,8%
Saône-et-Loire	212 384	3,1%	7,3%	10,9%	24,3%	27,9%	26,6%
Yonne	128 535	2,7%	6,8%	10,6%	24,1%	28,7%	27,1%
Territoire de Belfort	55 311	0,3%	5,3%	18,1%	25,5%	26,5%	24,2%
Bourgogne-Franche-Comté	1 112 023	2,4%	6,5%	12,9%	25,4%	27,1%	25,8%
France métropolitaine	26 473 866	1,4%	6,6%	18,8%	26,3%	27,0%	19,9%



Les risques d'illettrisme dans la population en BFC : un niveau de qualification des actifs en emploi plus faible qu'en France métropolitaine

➤ Niveau de qualification de la population active occupée



Les risques d'illettrisme dans la population en BFC : plus d'actifs en emploi peu ou non diplômés qu'en France métropolitaine

➤ Niveau de formation de la population active occupée

Les parts de personnes non diplômées ou ayant un diplôme de niveau 3 (CAP-BEP) ou moins sont supérieures aux moyennes métropolitaines en particulier dans l'Yonne et en Haute-Saône.

Certains territoires cumulent des parts élevées d'actifs en emploi non et faiblement diplômés.

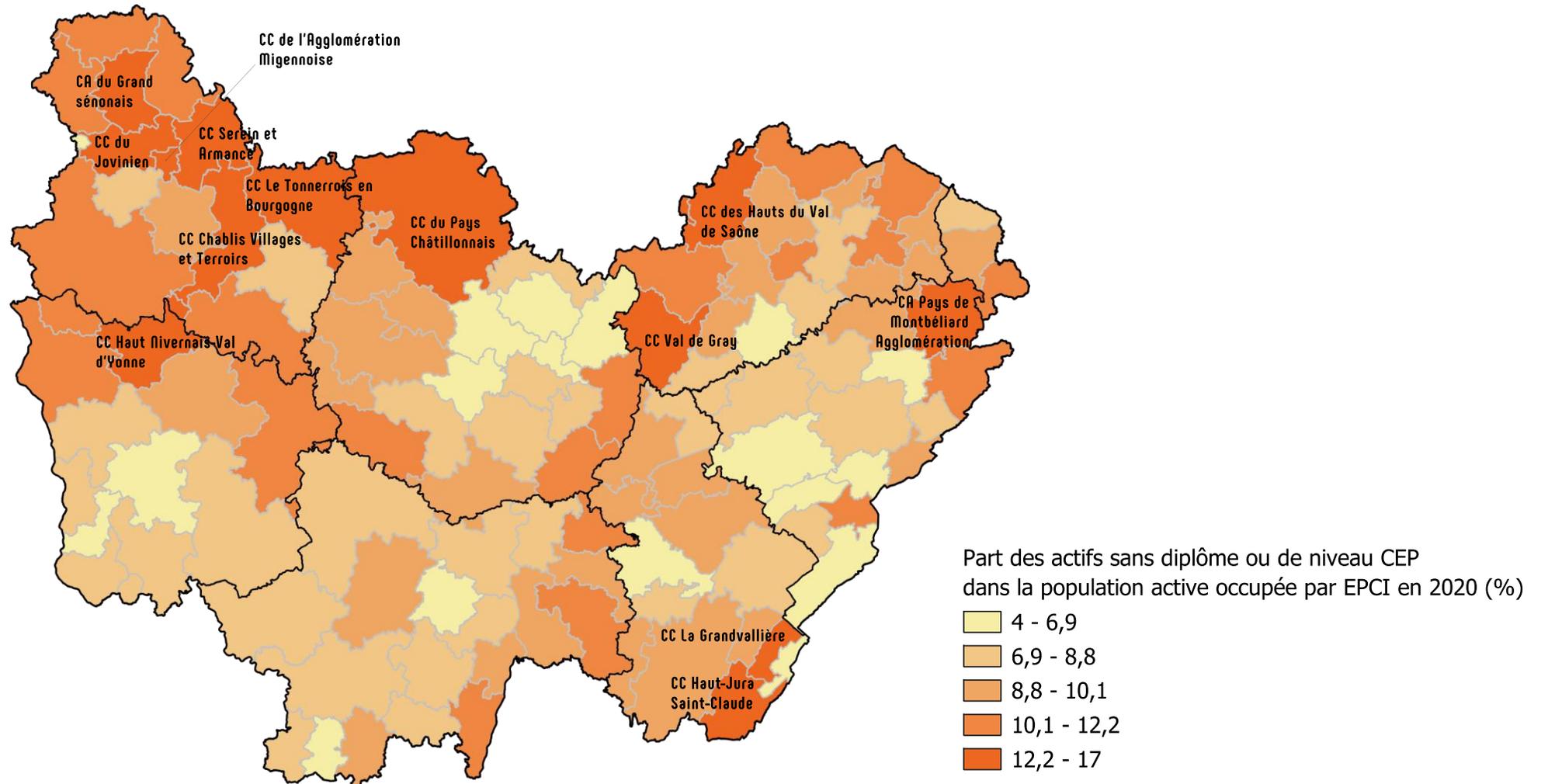
C'est notamment le cas des départements de l'Yonne, de la Haute-Saône et de la Nièvre.

Effectifs et niveaux de diplôme des actifs en emploi de 15-64

	Actifs occupés 15-64 ans	Sans dipl ou CEP	BEPC, brevet, DNB	CAP-BEP	Bac, BP	Bac+ 2	Bac+ 3 ou 4	Bac+ 5 ou plus
Côte-d'Or	222 919	8,1%	3,4%	24,5%	21,2%	16,2%	12,8%	13,8%
Doubs	224 352	8,9%	3,8%	25,7%	21,3%	16,2%	12,6%	11,6%
Jura	105 467	9,0%	4,5%	29,4%	22,3%	16,3%	10,7%	7,7%
Nièvre	70 567	8,8%	4,6%	32,1%	23,4%	14,2%	9,6%	7,3%
Haute-Saône	93 030	10,2%	4,5%	31,1%	22,1%	15,4%	9,8%	6,9%
Saône-et-Loire	212 245	9,2%	4,4%	31,3%	22,3%	14,8%	9,8%	8,1%
Yonne	127 395	11,8%	5,0%	31,3%	21,2%	13,5%	9,5%	7,6%
Territoire de Belfort	55 347	9,5%	3,4%	25,2%	20,1%	15,8%	12,1%	14,0%
Bourgogne- Franche-Comté	1 111 321	9,3%	4,1%	28,4%	21,7%	15,4%	11,1%	10,0%
France métropolitaine	26 479 198	8,6%	3,8%	23,0%	20,6%	15,1%	12,7%	16,1%

Les risques d'illettrisme dans la population en BFC : plus d'actifs en emploi peu ou non diplômés qu'en France métropolitaine

➤ Niveau de formation de la population active occupée



Les risques d'illettrisme dans la population en BFC : un taux de chômage globalement plus faible qu'en France métropolitaine

➤ Chômage

En 2020, la Bourgogne-Franche-Comté compte près de 143 000 personnes âgées de 15-64 ans au chômage*, soit 11,4 % de la population active de 15-64 ans. Cette part est légèrement inférieure à celle observée en France métropolitaine (12,3 %).

La situation est très contrastée entre les départements. Le Territoire de Belfort (14,1 %), l'Yonne et la Nièvre (12,6 %) affichent les parts les plus importantes alors que les parts les plus faibles s'observent dans le Jura (9,6 %) et en Côte-d'Or (10,7 %).

A l'échelle infra-départementale, les parts de chômeurs dans la population varient de 5,3 % pour la CC Norge et Tille à 17,5 % pour la CC de l'Agglomération Migennoise.

Effectifs des chômeurs de 15-64 ans et parts dans la population totale de 15-64 ans

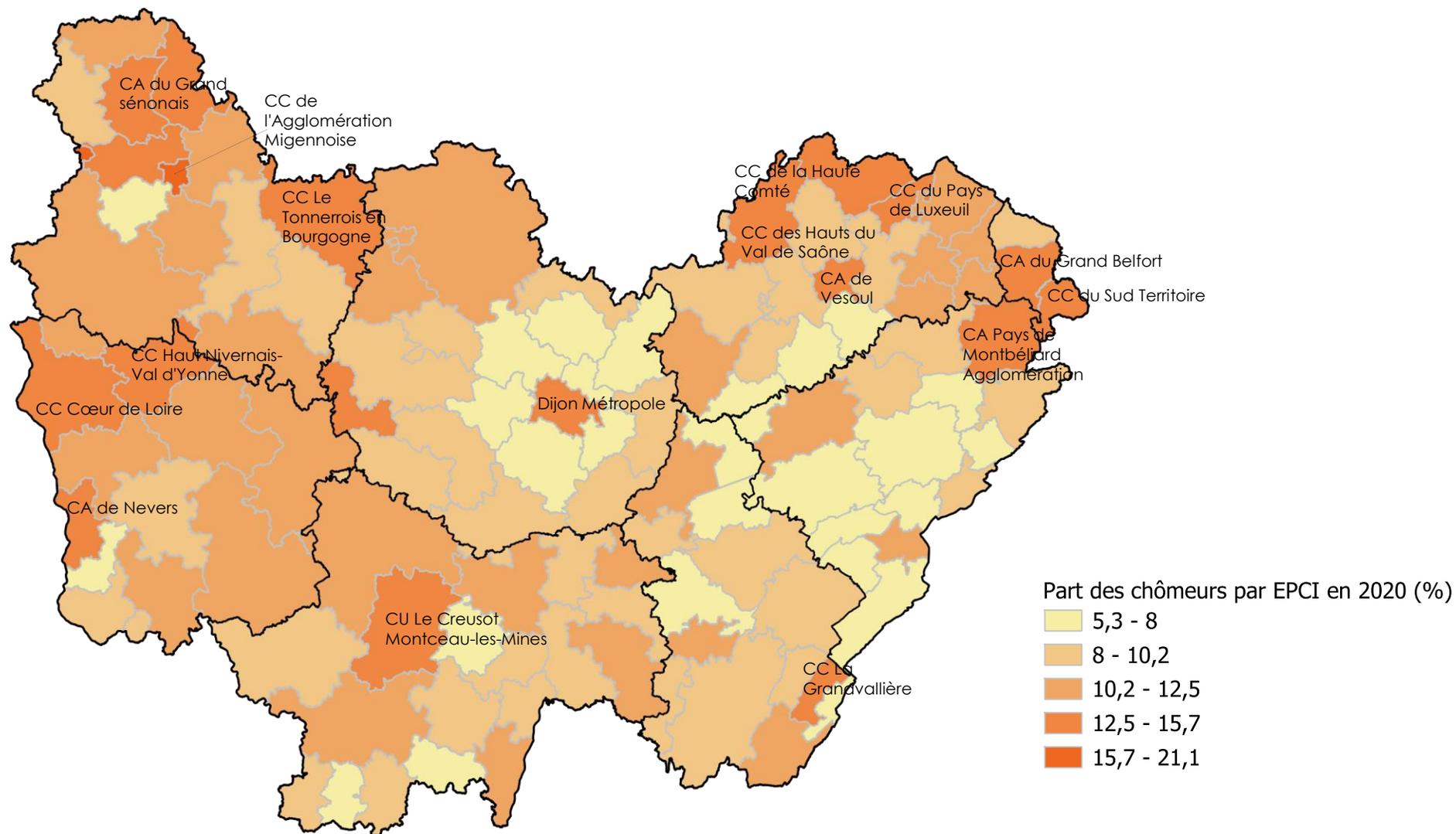
	Chômeurs 15-64 ans	Part de chômeurs
Côte-d'Or	26 592	10,7%
Doubs	29 005	11,4%
Jura	11 190	9,6%
Nièvre	10 174	12,6%
Haute-Saône	11 833	11,3%
Saône-et-Loire	26 726	11,2%
Yonne	18 292	12,6%
Territoire de Belfort	9 104	14,1%
Bourgogne-Franche-Comté	142 915	11,4%
France métropolitaine	3 710 137	12,3%

* Les chômeurs au sens du recensement de la population sont les personnes (de 15 ans et plus) qui se sont déclarées chômeurs (inscrits ou non à France travail) sauf si elles ont, en outre, déclaré explicitement ne pas rechercher de travail ; et d'autre part les personnes (âgées de 15 ans ou plus) qui ne se sont déclarées spontanément ni en emploi, ni en chômage, mais qui ont néanmoins déclaré rechercher un emploi.

Ce « chômage » au sens du recensement peut être mesuré à des niveaux fins. Rapporté à la population active de la même année, il permet d'approcher la notion de « taux de chômage » pour les territoires. Néanmoins, l'ancienneté des données ne permet pas de le suivre de manière conjoncturelle. De plus, ce « chômage » déclaré dépend fortement de la perception que les personnes ont de leur propre situation et de la définition qu'ils font eux-mêmes du chômage.

Les risques d'illettrisme dans la population en BFC : un taux de chômage globalement plus faible qu'en France métropolitaine

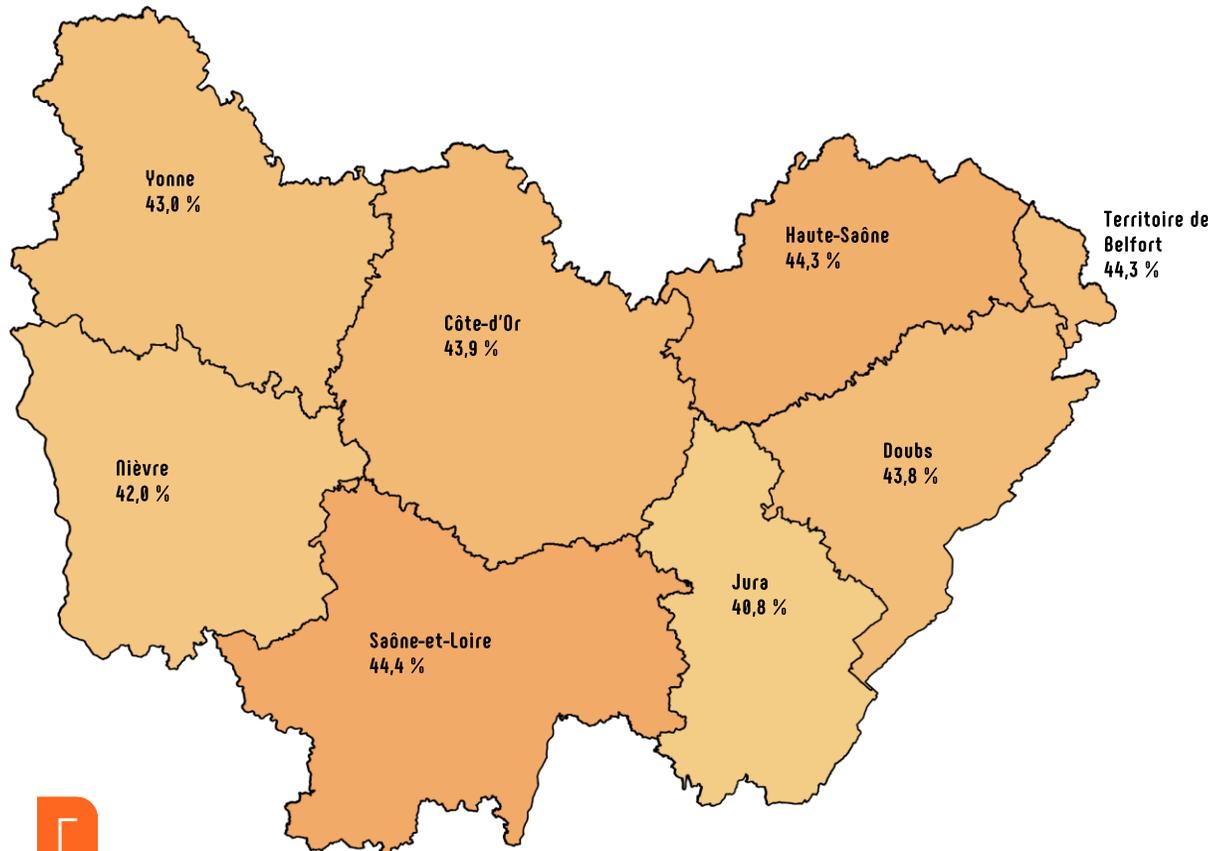
➤ Chômage



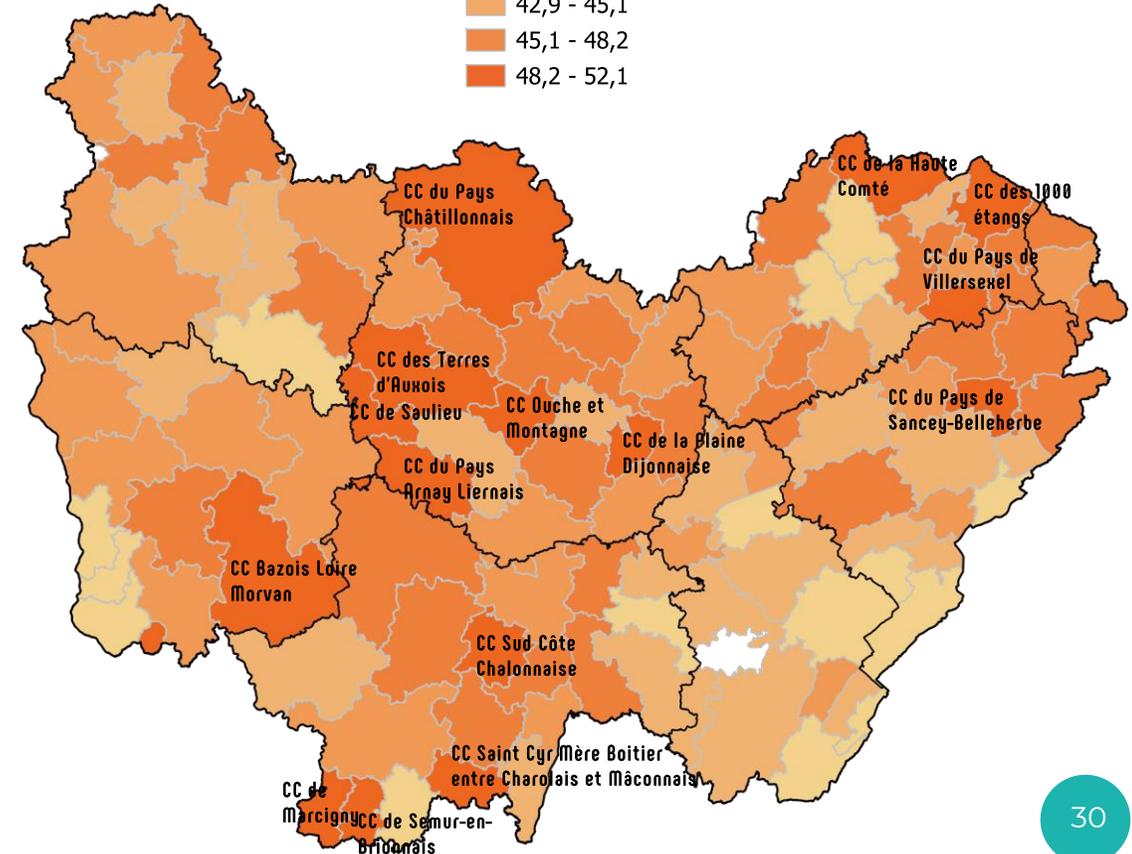
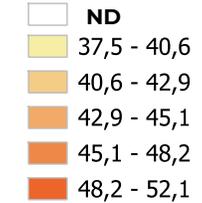
Les risques d'illettrisme dans la population en BFC : une part importante de chômeurs de longue durée

➤ 44 % des demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM) sont des chômeurs de longue durée

Au 4^{ème} trimestre 2022, 43,6 % des demandeurs d'emploi étaient des chômeurs de longue durée en Bourgogne-Franche-Comté, soit 86 000 parmi les 197 455 demandeurs d'emploi de catégories A, B et C. La part des demandeurs d'emploi éloignés de l'emploi varie de 40,8 % à 44,4 % selon les départements.



Part des chômeurs de longue durée par EPCI en 2022 (%)



Les risques d'illettrisme dans la population en BFC : 60 190 bénéficiaires du revenu de solidarité active (RSA)

➤ Les bénéficiaires de minimas sociaux

Fin 2021, la Bourgogne-Franche-Comté compte 60 190 allocataires bénéficiant du revenu de solidarité active (RSA), soit 35,6 allocataires pour 1 000 habitants de 15-64 ans. Cette part est inférieure à celle observée en France métropolitaine (42,6 allocataires pour 1 000 habitants de 15-64 ans). Au niveau départemental, le Territoire de Belfort (49,9), la Nièvre (49,7) et l'Yonne (45,5) présentent des parts d'allocataires pour 1 000 habitants de 15-64 ans importantes, au contraire du Jura (24,0).

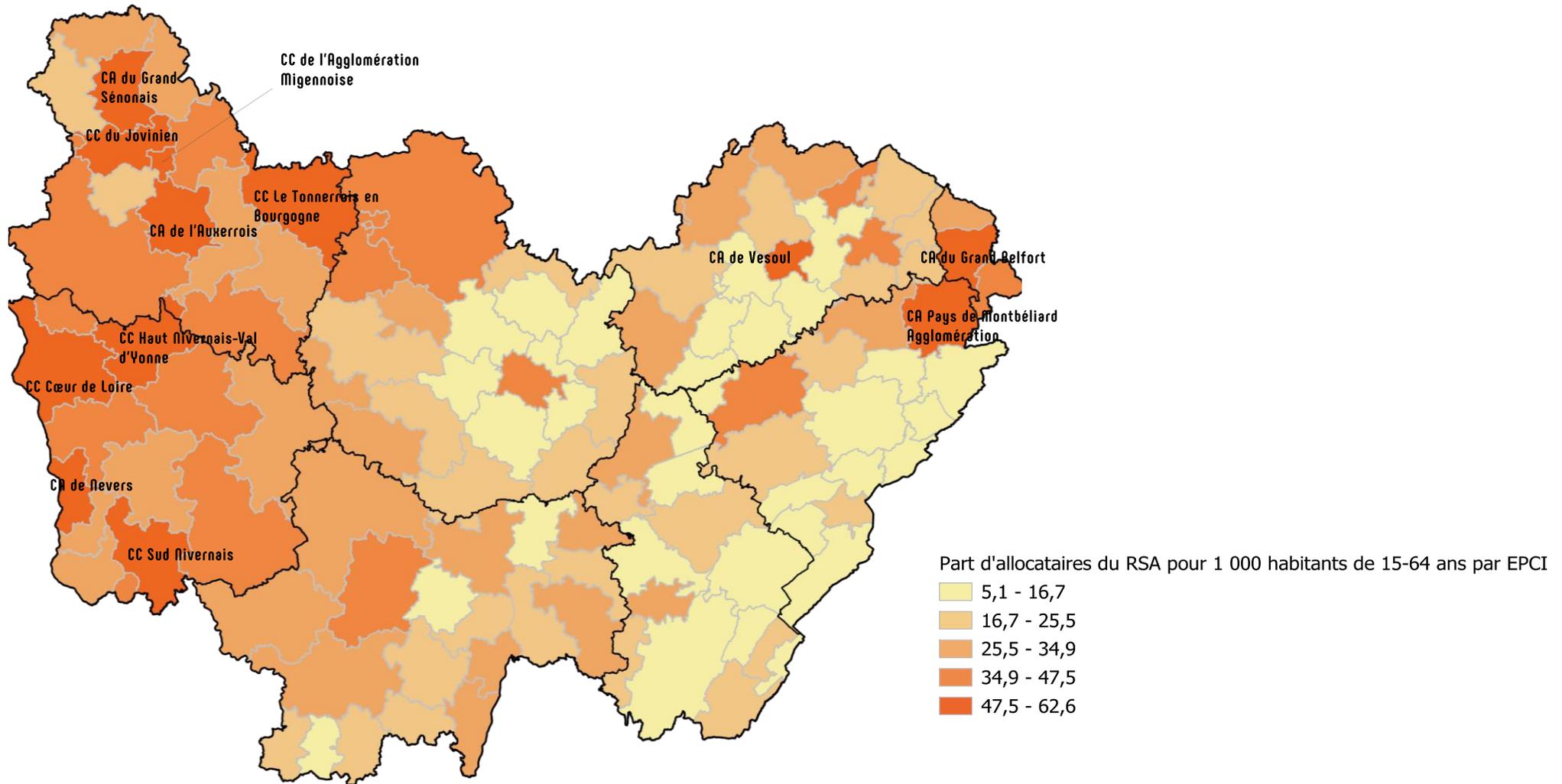
À l'échelle infra-départementale, ce sont les CC du Jovinien, du Haut Nivernais-Val d'Yonne et la CA de Nevers qui affichent les parts d'allocataires du RSA pour 1 000 habitants de 15-64 ans les plus élevées.

Nombre et part d'allocataires du RSA pour 1 000 habitants de 15-64 ans	Total allocataires	Part pour 1 000 habitants
Côte-d'Or	10 032	29,9
Doubs	12 894	38,1
Jura	3 709	24,0
Nièvre	5 754	49,7
Haute-Saône	4 166	29,5
Saône-et-Loire	10 248	31,9
Yonne	8 963	45,5
Territoire de Belfort	4 425	49,9
Bourgogne- Franche- Comté	60 191	35,6
France métropolitaine	1 722 712	42,6



Les risques d'illettrisme dans la population en BFC : 60 190 bénéficiaires du revenu de solidarité active (RSA)

➤ Les bénéficiaires de minimas sociaux



Les risques d'illettrisme dans la population en BFC : un taux de pauvreté inférieur mais des revenus plus faibles qu'en France métropolitaine

➤ Taux de pauvreté – conditions de vie

En 2020, le revenu disponible médian par Unité de consommation (UC), encore appelé « niveau de vie » médian, s'élève à 22 110 € en Bourgogne-Franche-Comté (22 400 € en France métropolitaine). Au niveau départemental, la valeur la plus faible est observée dans la Nièvre (niveau de vie médian inférieur à 21 000 €), le Doubs présentant la valeur la plus élevée (supérieure à 23 000 €).

A l'échelle des EPCI, les inégalités s'accroissent. La CC Bazois Loire Morvan détient à la fois le taux de pauvreté le plus élevé (19,3 %) et le niveau de vie médian le plus faible (19 620 €). A l'inverse, certains EPCI apparaissent privilégiés : les CC Norge et Tille et Plateau de Russey présentent le taux de pauvreté le plus faible des EPCI de la région (5,0 %), et la CC de la Station des Rousses-Haut-Jura affiche un revenu disponible médian par UC particulièrement élevé (35 040 €).

Le taux de pauvreté correspond à la proportion d'individus dont le niveau de vie est inférieur, pour une année donnée, au seuil de pauvreté. En 2020, le taux de pauvreté en Bourgogne-Franche-Comté est inférieur au taux national (12,8 % vs 14,4 %) toutes classes d'âges confondues.

Il existe des disparités marquées entre les départements. La Nièvre (15,5 %), le Territoire de Belfort (14,8 %) et l'Yonne (14,3 %) affichent les taux de pauvreté les plus élevés. A contrario, le Jura (11,2 %) et la Côte-d'Or (11,5 %) présentent les taux les plus faibles.

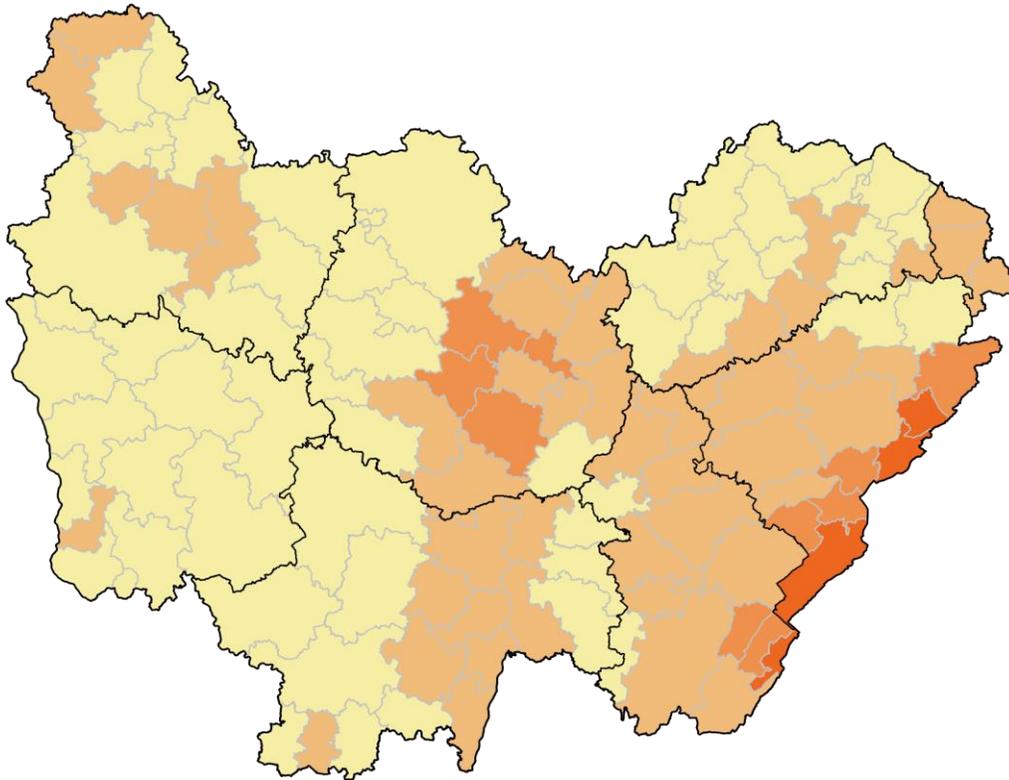
Revenu disponible par unité de consommation et taux de pauvreté

	Médiane du revenu disponible par unité de consommation (en €)	Taux de pauvreté
Côte-d'Or	22 940	11,5
Doubs	23 260	12,2
Jura	22 460	11,2
Nièvre	20 940	15,5
Haute-Saône	21 260	13,0
Saône-et-Loire	21 520	12,8
Yonne	21 390	14,3
Territoire de Belfort	22 370	14,8
Bourgogne-Franche-Comté	22 110	12,8
France métropolitaine	22 400	14,4

Les risques d'illettrisme dans la population en BFC : un taux de pauvreté inférieur mais des revenus plus faibles qu'en France métropolitaine

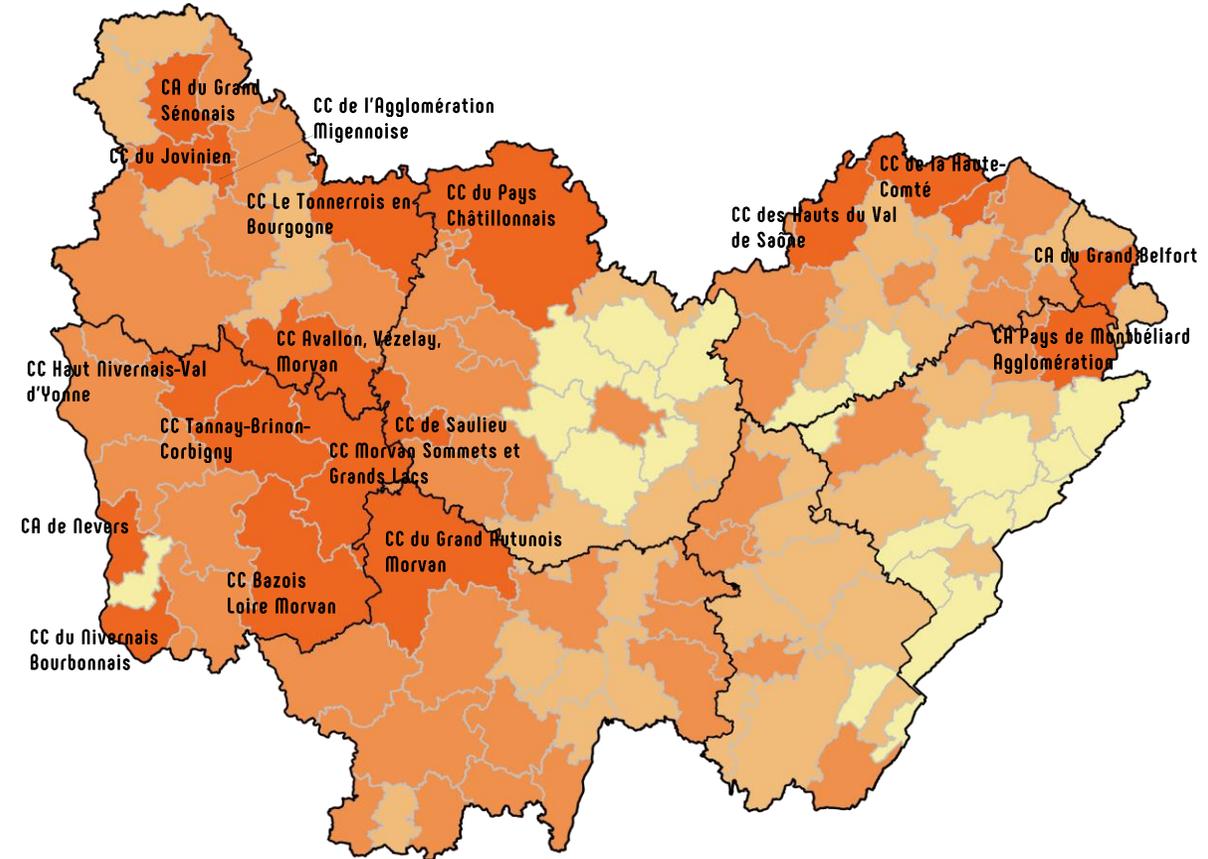
➤ Taux de pauvreté – conditions de vie

Médiane du revenu disponible par unité de consommation par EPCI (en €)



19 620 21 710 24 270 28 170 35 040

Taux de pauvreté par EPCI en 2020 (%)



5 7,5 11,5 15,1 19,3



Sources : Insee-DGFIP-Cnaf-Cnav-Ccmsa, Fichier localisé social et fiscal (Filosofi) – Traitement Emfor



III. ZOOM SUR LES PUBLICS JEUNES

1. Les jeunes scolarisés – les difficultés en milieu scolaire
2. Les jeunes non scolarisés

➤ Prévenir l'illettrisme à l'école

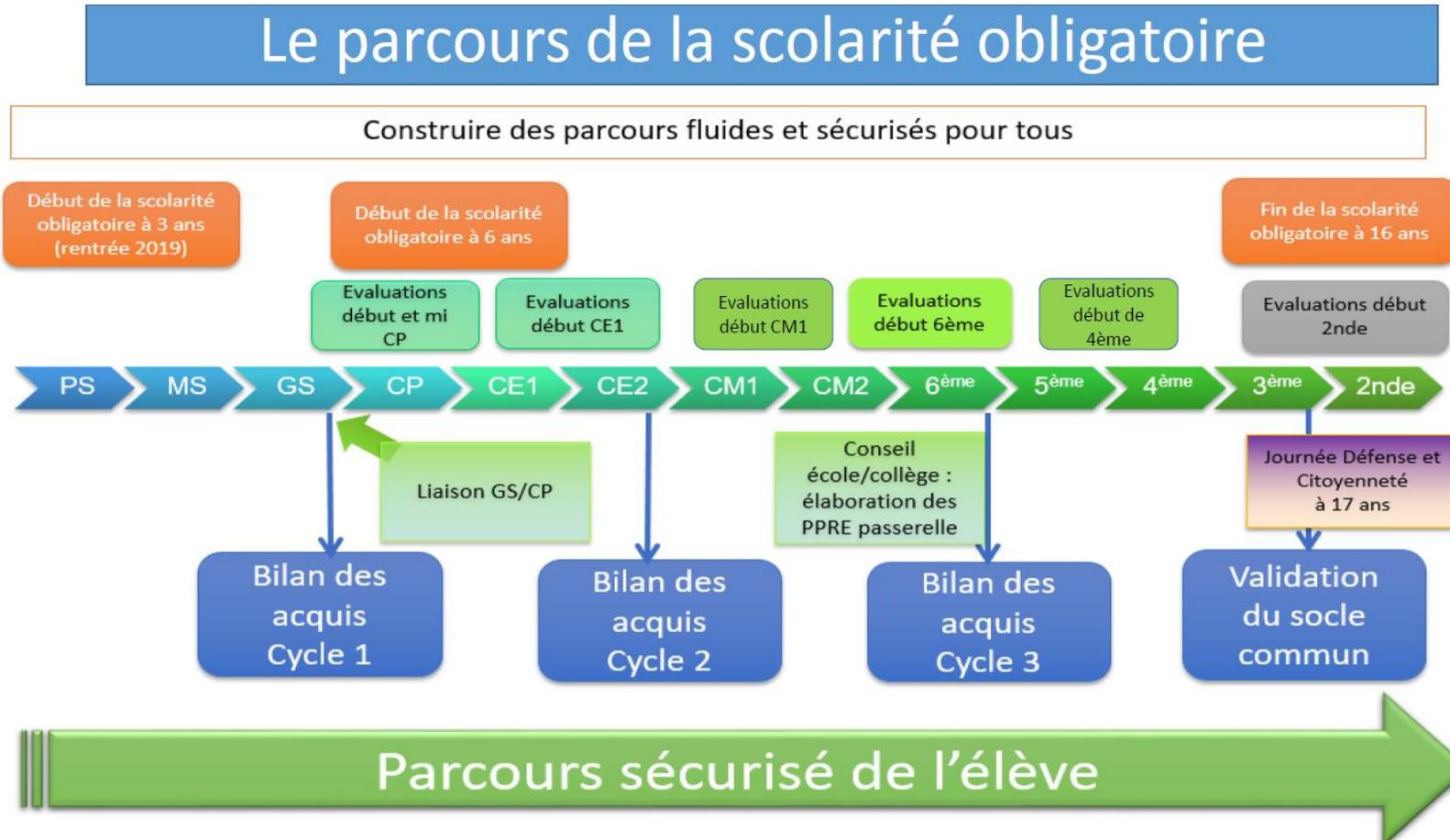
Le ministère chargé de l'Éducation nationale est particulièrement impliqué dans la lutte contre l'illettrisme par une action de prévention qui consiste à mettre l'accent durant toute la scolarité sur l'acquisition des savoirs fondamentaux (lire, écrire, compter, respecter autrui). Il s'agit de permettre à tous d'atteindre une aisance en lecture et en écriture suffisante pour conserver durablement la maîtrise et le goût de la langue.

Les professeurs et les équipes pédagogiques et éducatives peuvent ainsi s'appuyer sur différents dispositifs et ressources :

- Le dédoublement des classes de CP et de CE1 en REP pour un meilleur encadrement des élèves au moment crucial de l'entrée dans la lecture et l'écriture.
- L'abaissement de l'âge de l'instruction obligatoire à 3 ans pour combattre les déterminismes et faire de la maternelle, l'école du langage et de l'épanouissement pour tous les enfants.
- Les aménagements apportés aux programmes de français de l'école élémentaire et du collège, les attendus de fin d'année et les repères annuels de progression, et un ensemble de recommandations et d'outils pédagogiques.
- Des évaluations en classes de CP, CE1 et 6e : elles ont pour objectif de repérer très tôt les difficultés de certains élèves, permettant aux professeurs d'adapter leur enseignement à leurs besoins particuliers.
- Une mobilisation en faveur du livre et de la lecture afin de faire naître et croître le goût de la lecture. Les équipes pédagogiques et éducatives sont invitées à s'impliquer dans des dispositifs et événements divers.
- Des dispositifs et moyens pour mettre en place une stratégie de soutien aux élèves (l'heure hebdomadaire d'activité pédagogique complémentaire à l'école élémentaire, l'accompagnement personnalisé et le dispositif « Devoirs faits » au collège)

Les risques d'illettrisme chez les jeunes scolarisés en Bourgogne-Franche-Comté : les difficultés en milieu scolaire

➤ Prévenir l'illettrisme à l'école



Les risques d'illettrisme chez les jeunes scolarisés en Bourgogne-Franche-Comté : les difficultés en milieu scolaire

➤ Quelques chiffres clés de la région académique (éducation nationale)



35 865 enseignants



249 047 élèves
du premier degré
dans 2 783 écoles

132 553 élèves
dans 325 collèges

96 518 élèves
dans 96 lycées (dont
25 418 élèves dans les
lycées professionnels)

18 081
apprentis

82 184
étudiants

20 887 + 17 994 élèves
en REP et REP+



Taux de réussite aux diplômes :

89,4 % au diplôme national du Brevet

94,8 % au Baccalauréat



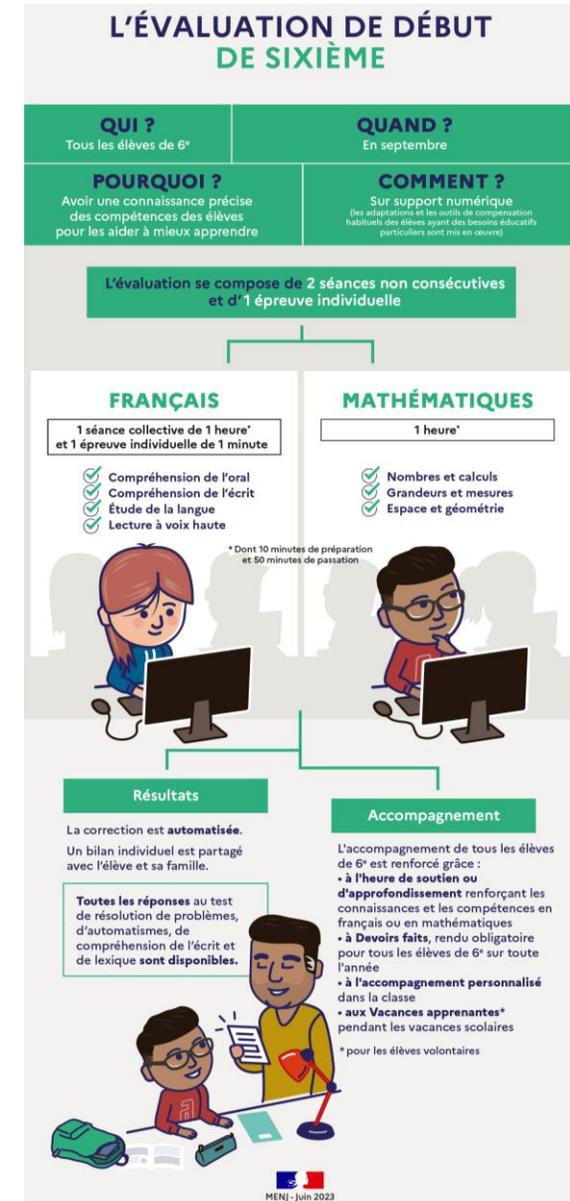
Les risques d'illettrisme chez les jeunes en BFC : XX % des élèves de sixième sont en difficulté face à la lecture

➤ Les difficultés à l'entrée en sixième

Les jeunes élèves sont évalués à l'entrée en sixième pour permettre aux équipes pédagogiques de disposer d'un panorama de certaines compétences et connaissances de chaque élève et de favoriser l'élaboration de dispositifs pédagogiques adaptés au plus près des besoins de chacun.

Chaque élève est évalué dans **deux champs disciplinaires** : français et mathématiques.

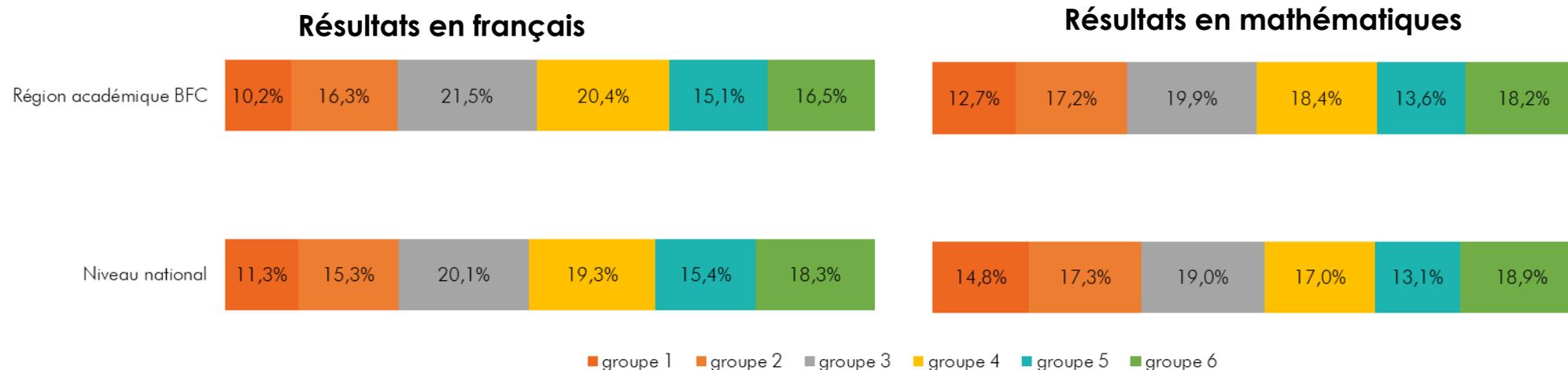
En septembre 2023, les élèves entrant en sixième ont passé une évaluation standardisée sur support numérique. Au total, plus de **820 000 élèves** ont ainsi été évalués dans plus de **7 000 établissements** du secteur public et du secteur privé sous contrat. Il s'agit de la septième édition de ce dispositif initié en 2017.



Les risques d'illettrisme chez les jeunes en BFC : 26,5 % et 30 % des élèves de sixième sont en difficulté en français et en mathématiques

➤ Les difficultés à l'entrée en sixième

À la rentrée 2023, dans la région académique, 73,5 % des élèves de sixième ont obtenu une note suffisante aux tests d'évaluation des connaissances et des compétences en français et 70 % en mathématiques.



groupe 1 : Élèves dont le score est inférieur à 200
groupe 2 : Élèves dont le score est compris entre 200 et 225
groupe 3 : Élèves dont le score est compris entre 225 et 250
groupe 4 : Élèves dont le score est compris entre 250 et 275
groupe 5 : Élèves dont le score est compris entre 275 et 300
groupe 6 : Élèves dont le score est supérieur à 300



Les risques d'illettrisme chez les jeunes en BFC : le dispositif « Devoirs faits »

➤ Dispositif « Devoirs faits »

Il s'agit d'un temps de travail en dehors des heures de classe, dédié à l'accomplissement par l'élève des tâches demandées par ses professeurs. Il a lieu dans l'établissement sur des horaires appropriés, qui ne sont pas obligatoirement en fin de journée, à raison d'un volume horaire fixé par l'établissement. L'objectif est de faire bénéficier les collégiens d'une aide appropriée au sein du collège afin de rentrer chez eux "Devoirs faits".

Le programme est conçu en fonction des besoins des élèves afin de :

- favoriser une forme de sérénité à la maison sur ces sujets
- réduire les inégalités qui peuvent exister selon le niveau d'aide que les familles sont à même d'apporter aux enfants

Mis en place en 2017, le dispositif s'adresse à toutes les familles et à tous les collégiens volontaires. Tous les élèves de 6ème bénéficient de « Devoirs faits » depuis la rentrée 2023.

Quelques chiffres au niveau national : un dispositif qui bénéficie à un nombre croissant de collégiens :

- En 2019, 700 000 élèves, dont 40 % d'élèves de 6^{ème}
- En 2020-2021, plus de 770 000 élèves, soit près d'un collégien sur deux en éducation prioritaire, un collégien sur trois à l'échelle nationale
- En 2021-2022, plus de 803 000 élèves, soit 30,4 % des collégiens ayant répondu à l'enquête. Un collégien sur deux en Rep+ participait à Devoirs faits.
- En 2022-2023, plus de 828 000 élèves, soit 32 % des collégiens ayant répondu à l'enquête et 50 % en éducation prioritaire, et plus de 286 000 élèves de 6e (soit 45 % des élèves)
- En 2023-2024, la généralisation de Devoirs faits en 6^{ème} concerne près de 645 000 élèves
- En moyenne, un collégien bénéficie de 2,5 heures par semaine de Devoirs faits.
- E-Devoirs faits est une aide aux devoirs à distance dématérialisée, notamment pour les collégiens des milieux ruraux rencontrant des difficultés de transport.



Les risques d'illettrisme chez les jeunes en BFC : l'IPS des établissements est inférieur à la moyenne métropolitaine

➤ Environnement familial et conditions de vie des enfants de 0 à 17 ans : indice de position sociale des élèves

Les valeurs de l'IPS varient de 45 à 185 : plus l'IPS est élevé, plus les conditions familiales sont favorables à l'apprentissage et une valeur d'IPS basse peut traduire des difficultés scolaires fréquentes.

À la rentrée 2022, l'IPS moyen des établissements de Bourgogne-Franche-Comté est de 101,7 (104,9 en France métropolitaine). Il existe cependant de fortes disparités territoriales.

IPS des établissements scolaires (écoles, collèges, lycées) par département en 2022

	IPS moyen	IPS mini	IPS maxi
Côte-d'Or	106,9	71,0	137,2
Doubs	101,5	65,7	134,7
Jura	101,7	69,2	123,6
Nièvre	99,9	70,3	121,2
Haute-Saône	97,5	67,9	122,2
Saône-et-Loire	101,5	66,2	137,9
Yonne	99,5	71,2	129,6
Territoire de Belfort	101,4	65,3	135,9
Bourgogne-Franche-Comté	101,7	65,3	137,9
France métropolitaine	104,9	59,0	163,3

➤ Indice de position sociale des parents

L'indice de position sociale (IPS) a été mis en place par l'éducation nationale en 2016 afin d'appréhender le statut social des élèves à partir des professions et catégories sociales (PCS) de leurs parents. C'est un résumé des conditions socio-économiques et culturelles de chaque profession. Pour déterminer ces valeurs, la Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance (Depp) utilise les données des enquêtes menées auprès des familles de panels d'élèves. Ces informations sont ensuite compilées pour déterminer, à partir de la catégorie socioprofessionnelle des parents, le profil social des élèves, et par extension celui des établissements puisque le niveau social d'un établissement scolaire est apprécié à travers le calcul de la moyenne des IPS des élèves qui y sont scolarisés.

Comment l'IPS moyen d'un établissement est-il calculé ?



Note d'Information, n° 23.16. DEPP - Mars 2023. <https://doi.org/10.48464/ni-23-16>

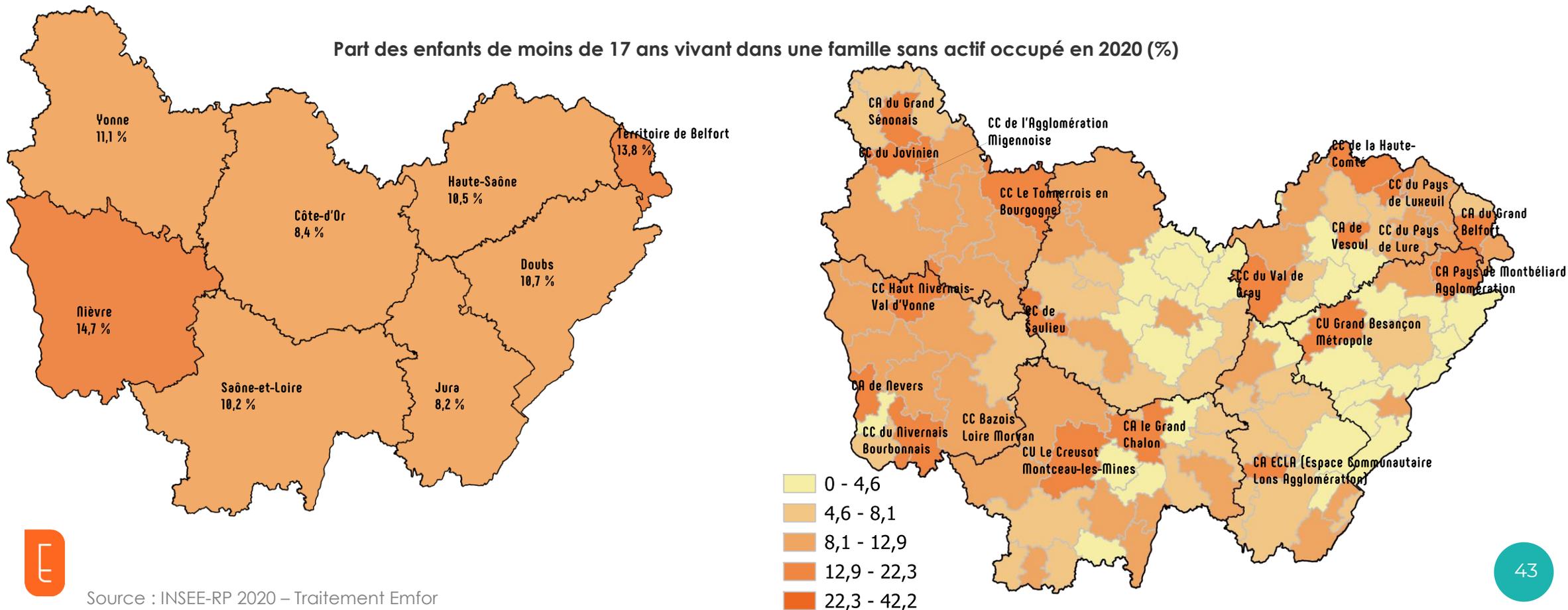
Les risques d'illettrisme chez les jeunes en BFC : 10 % des enfants âgés de moins de 17 ans vivent dans une famille sans actif occupé

➤ Environnement familial et conditions de vie des enfants de 0 à 17 ans

20 % des enfants âgés de moins de 17 ans vivent au sein d'une famille monoparentale en Bourgogne-Franche-Comté (21 % en France métropolitaine). 81 % des parents de ces familles sont des femmes et 33 % de ces femmes sont sans emploi.

Au total, 10 % des enfants âgés de moins de 17 ans, soit 58 000 enfants, vivent dans une famille sans actif occupé (11 % en France métropolitaine). La part des enfants de moins de 17 ans vivant dans une famille sans actif occupé est particulièrement importante dans la Nièvre (14,7 %) et dans le Territoire de Belfort (13,8 %).

Part des enfants de moins de 17 ans vivant dans une famille sans actif occupé en 2020 (%)



Les risques d'illettrisme chez les jeunes en BFC : 4,8 des jeunes participants à la JDC rencontrent les difficultés les plus sévères

➤ Journée défense et citoyenneté 2022 en BFC

Plus de 31 000 jeunes âgés de 16 à 25 ans, ont participé au test d'évaluation de la lecture lors de la Journée défense et citoyenneté en 2022 en Bourgogne-Franche-Comté.

11,5 % d'entre eux rencontrent des difficultés dans le domaine de la lecture (11,2 % au niveau national).

Ceux qui rencontrent les difficultés les plus sévères représentent 4,8 % de l'ensemble et se caractérisent par un déficit important de vocabulaire. Ils peuvent être considérés en situation d'illettrisme, selon les critères de l'ANLCI (Agence nationale de lutte contre l'illettrisme). C'est dans le département de la Nièvre que cette part est la plus importante.

JDC 2022- Pourcentages de jeunes en difficulté de lecture selon le département

	Part jeunes en difficulté de lecture	Part jeunes en grande difficulté
Côte-d'Or	10,3%	5,0%
Doubs	10,5%	4,1%
Jura	12,0%	4,8%
Nièvre	14,5%	6,4%
Haute-Saône	11,5%	4,5%
Saône-et-Loire	11,1%	4,6%
Yonne	14,4%	5,4%
Territoire de Belfort	10,6%	4,4%
Bourgogne-Franche-Comté	11,5%	4,8%
Ensemble France + DROM	11,2%	4,9%



Les risques d'illettrisme chez les jeunes en BFC : 4 % des adolescents ne sont pas scolarisés

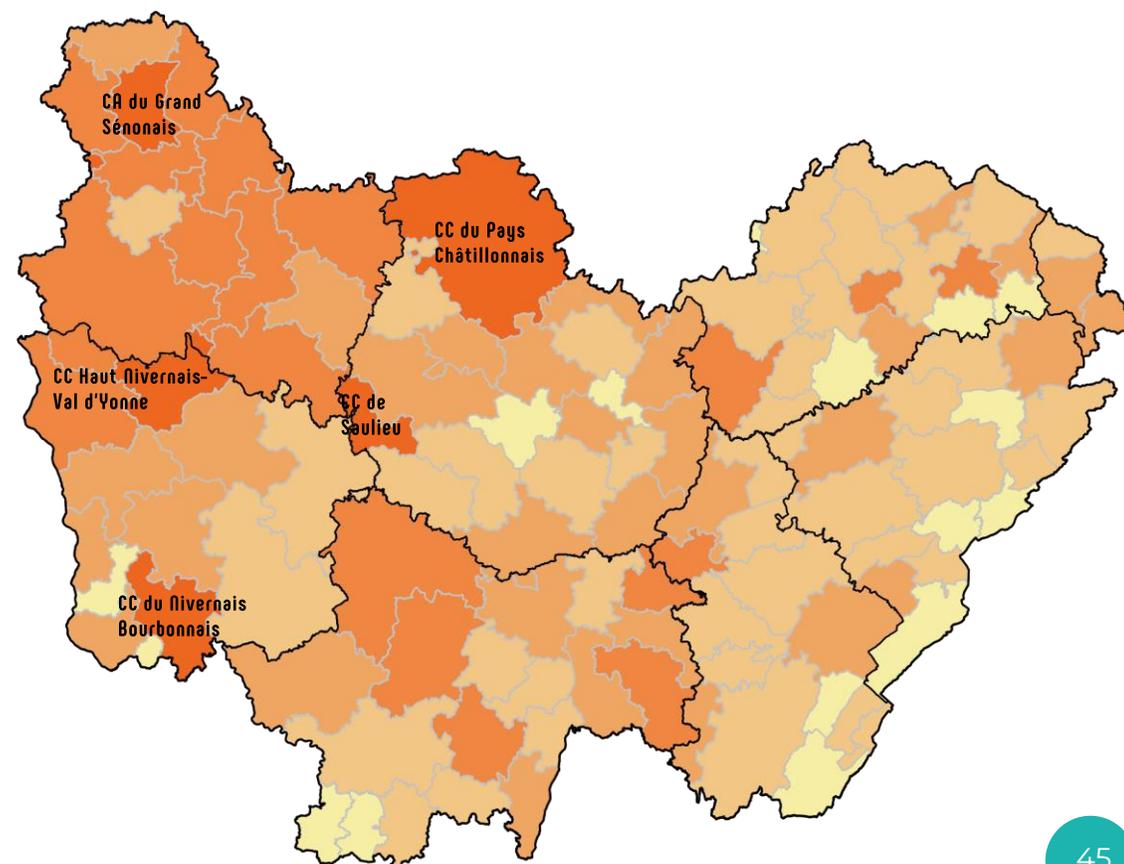
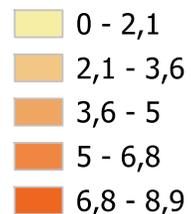
➤ Taux de jeunes adolescents non scolarisés

Au recensement de 2020, 4 % des adolescents ne sont pas scolarisés. Cette part est équivalente à celle observée au niveau national.

La part des adolescents non scolarisés varie selon les départements : l'Yonne (6 %) présente la proportion la plus importante alors que le Jura (3,3 %) affiche une part plus faible que la moyenne nationale.

Au niveau infra-départemental, ces parts varient de moins de 1 % pour la CC des Lacs et Montagnes du Haut-Doubs à 8,9 % pour la CC Sud Nivernais.

Part des adolescents de 15-17 ans non scolarisés par EPCI en 2020 (%)



Effectif d'adolescents non scolarisés et part dans la population âgée de 15 à 17 ans en 2020

	Effectif	Part des adolescents de 15-17 ans non scolarisés en 2020
Côte-d'Or	721	3,8%
Doubs	787	3,8%
Jura	327	3,3%
Nièvre	338	4,9%
Haute-Saône	349	3,8%
Saône-et-Loire	889	4,5%
Yonne	762	6,0%
Territoire de Belfort	235	4,4%
Bourgogne-Franche-Comté	4 408	4,3%
France métropolitaine	100 183	4,1%



Les risques d'illettrisme chez les jeunes en BFC : 17 % des jeunes âgés de 15 à 29 ans sont ni en emploi, ni en études, ni en formation

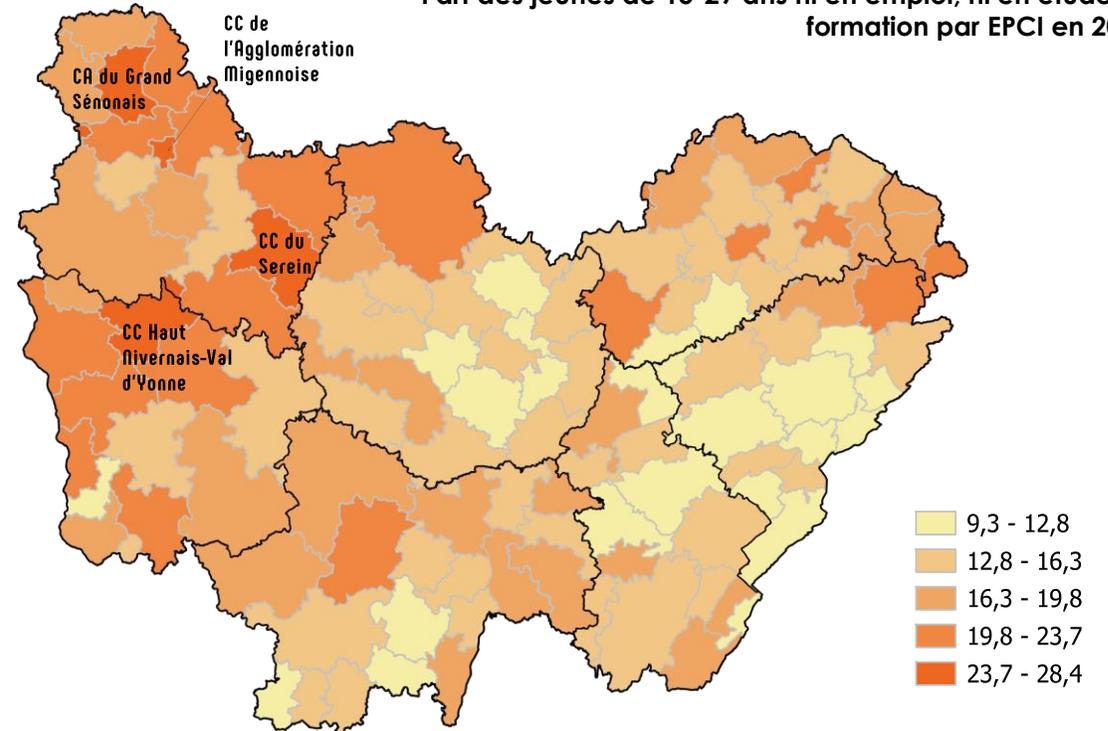
➤ 17 % des jeunes âgés de 15 à 29 ans sont ni en emploi, ni en études, ni en formation

17 % des jeunes de 15 à 29 ans, soit 76 360 jeunes étaient en situation de NEET en Bourgogne-Franche-Comté en 2020. 65 % d'entre eux sont en recherche d'emploi et 35 % sont inactifs.

Au niveau infrarégional, les départements de la Côte-d'Or et du Doubs présentent les proportions les plus faibles (respectivement 14,4 % et 15,5 %) à l'inverse de la Nièvre et de l'Yonne (respectivement 21,2 % et 20,7 %).

A l'échelle infra-départementale, les taux de jeunes non insérés varient de 8,4 % (CC Norge et Tille) à 25,3 % (CC Haut Nivernais-Val d'Yonne) selon les EPCI.

Part des jeunes de 15-29 ans ni en emploi, ni en études, ni en formation par EPCI en 2020 (%)



Effectif et part des NEETS dans la population âgée de 15 à 29 ans en 2020

	Effectifs de jeunes NEETS	Part des NEETS
Côte-d'Or	14 851	14,4%
Doubs	15 564	15,5%
Jura	5 963	15,8%
Nièvre	5 556	20,7%
Haute-Saône	6 107	18,1%
Saône-et-Loire	13 692	17,8%
Yonne	9 992	21,2%
Territoire de Belfort	4 635	18,5%
Bourgogne-Franche-Comté	76 361	16,9%
France métropolitaine	2 111 728	18,0%

Les jeunes non insérés

« La catégorie de NEET (« not in employment, education or training ») regroupe une partie des jeunes entre 15 et 29 ans, inactifs (ceux n'étant pas en études ou formation) et ceux au chômage. Leurs difficultés sont souvent associées à un manque de formation : si certains d'entre eux peuvent être diplômés, d'autres sont en effet en situation de décrochage ou d'échec scolaire. Par ailleurs, le fait d'être éloigné de la formation, des études et de toute expérience professionnelle ne leur donne pas la possibilité d'acquérir des compétences. Selon une publication de la Dares*, les jeunes NEET sont moins diplômés, vivent plus souvent chez leurs parents et ont plus fréquemment un handicap reconnu. »



Source : INSEE-RP 2020 – Traitement Emfor

Extrait du diagnostic comparé à mi-parcours - PRS 2018-2028 BFC – ORS-ARS BFC 2022

* Dares « Les jeunes ni en études, ni en emploi, ni en formation (NEET) : quels profils et quels parcours ? », Analyses n°6 – Février 2020

Les risques d'illettrisme chez les jeunes en BFC : les jeunes de la région semblent entrer plus tôt dans la vie active

➤ Taux d'activité des jeunes (moins de 25 ans)

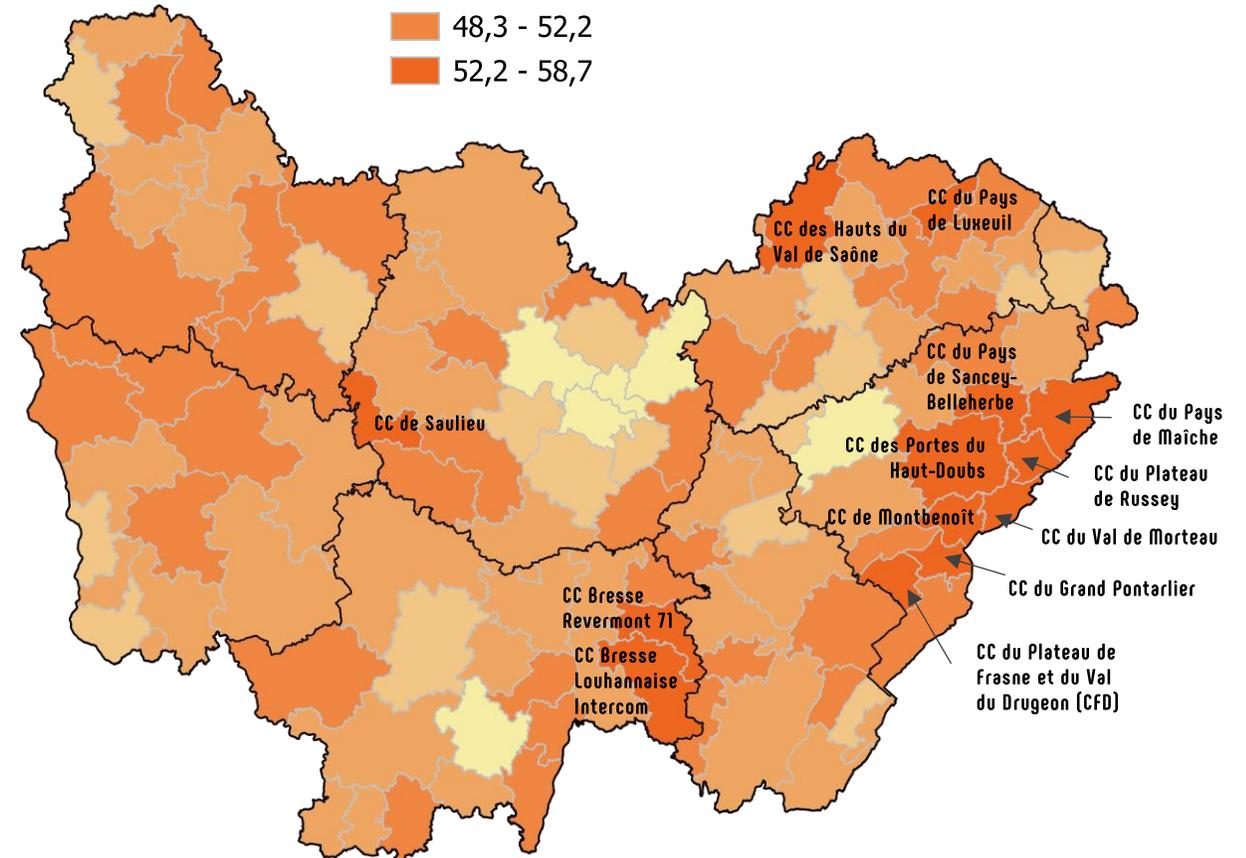
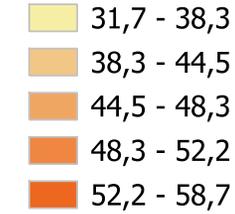
Le taux d'activité de la région est équivalent au taux observé au niveau national. Cependant, des écarts sont observés par rapport aux moyennes nationales parmi les jeunes actifs (15-24 ans). Ainsi, les jeunes de la région semblent entrer plus tôt dans la vie active puisque leur taux d'activité est plus élevé de 4 points qu'en France métropolitaine. Un taux d'activité élevé dans la population jeune peut être synonyme d'une sortie précoce du système scolaire.

C'est dans les départements de Haute-Saône, Yonne, Jura et Saône-et-Loire qu'on observe les taux d'activités les plus élevés pour les jeunes.

Population et taux d'activité des jeunes âgés de 15 à 24 ans en 2020

	Population 15-24 ans	Taux d'activité
Côte-d'Or	72 163	40,6%
Doubs	68 813	43,0%
Jura	25 845	47,4%
Nièvre	18 375	45,8%
Haute-Saône	23 173	48,0%
Saône-et-Loire	52 519	47,3%
Yonne	31 691	47,7%
Territoire de Belfort	16 966	43,2%
Bourgogne-Franche-Comté	309 545	44,6%
France métropolitaine	7 672 356	40,9%

Taux d'activité des jeunes par EPCI en 2020 (%)



Les risques d'illettrisme chez les jeunes en BFC : les jeunes de la région semblent accéder plus tôt à l'emploi

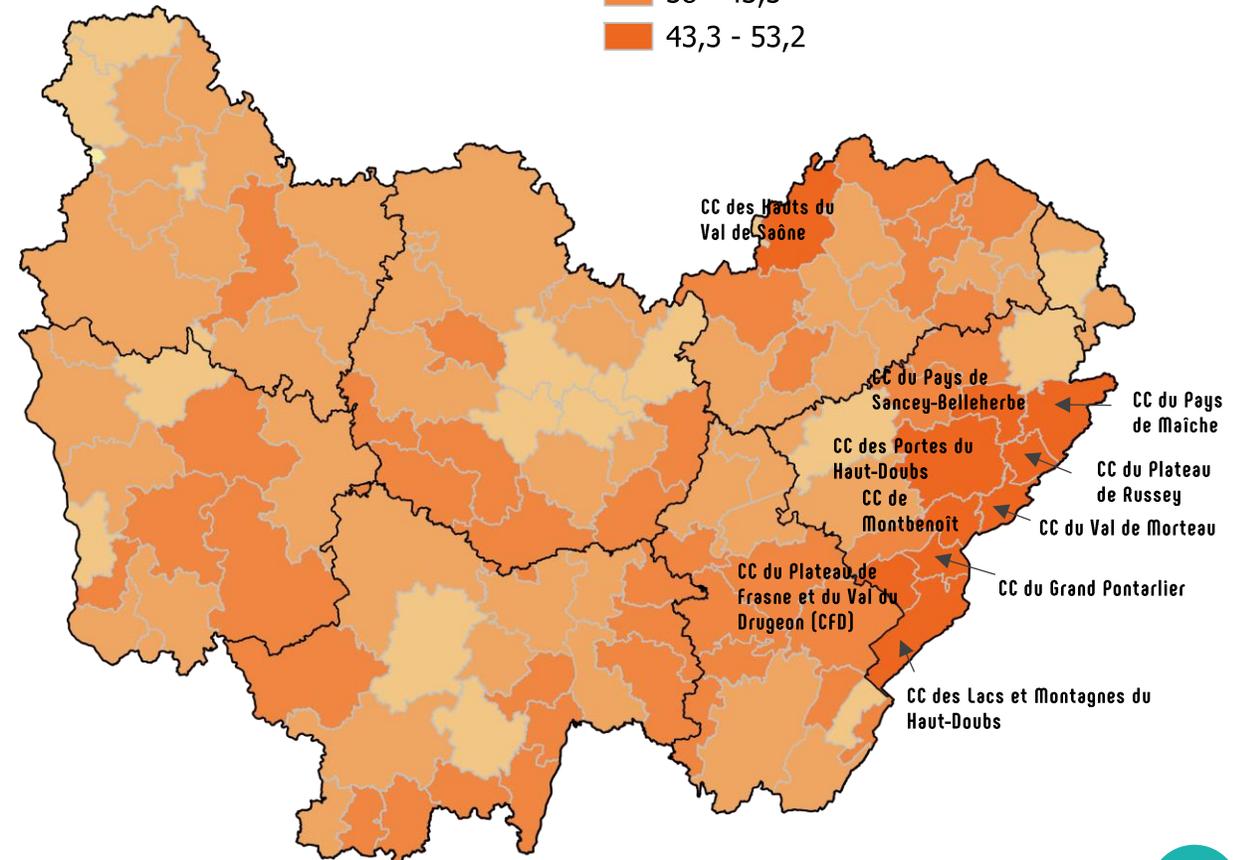
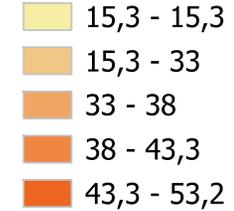
➤ Taux d'emploi des jeunes (moins de 25 ans)

De même que le taux d'activité, un taux d'emploi élevé dans la population jeune peut être synonyme d'une sortie précoce du système scolaire. Les jeunes de la région Bourgogne-Franche-Comté semblent accéder plus tôt à l'emploi puisque leur taux d'emploi est plus élevé de 4 points qu'en France métropolitaine. C'est dans les départements du Jura, Haute-Saône et Saône-et-Loire qu'on observe les taux d'emploi les plus élevés pour les jeunes.

Nombre d'actifs et taux d'emploi des jeunes âgés de 15 à 24 ans en 2020

	Population 15-24 ans en emploi	Taux d'emploi
Côte-d'Or	23 041	31,9%
Doubs	23 604	34,3%
Jura	9 846	38,1%
Nièvre	6 277	34,2%
Haute-Saône	8 650	37,3%
Saône-et-Loire	19 270	36,7%
Yonne	11 208	35,4%
Territoire de Belfort	5 480	32,3%
Bourgogne- Franche- Comté	107 377	34,7%
France métropolitaine	2 364 453	30,8%

Taux d'emploi des jeunes par EPCI en 2020 (%)

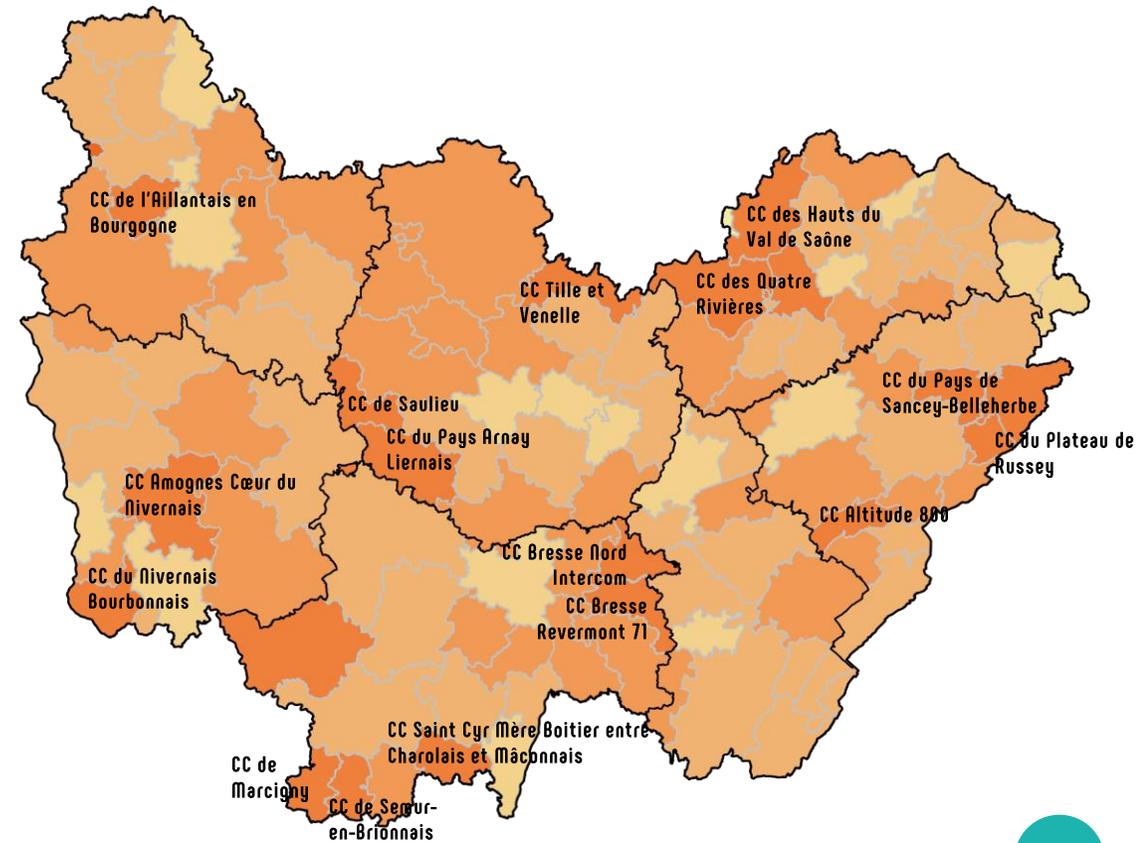
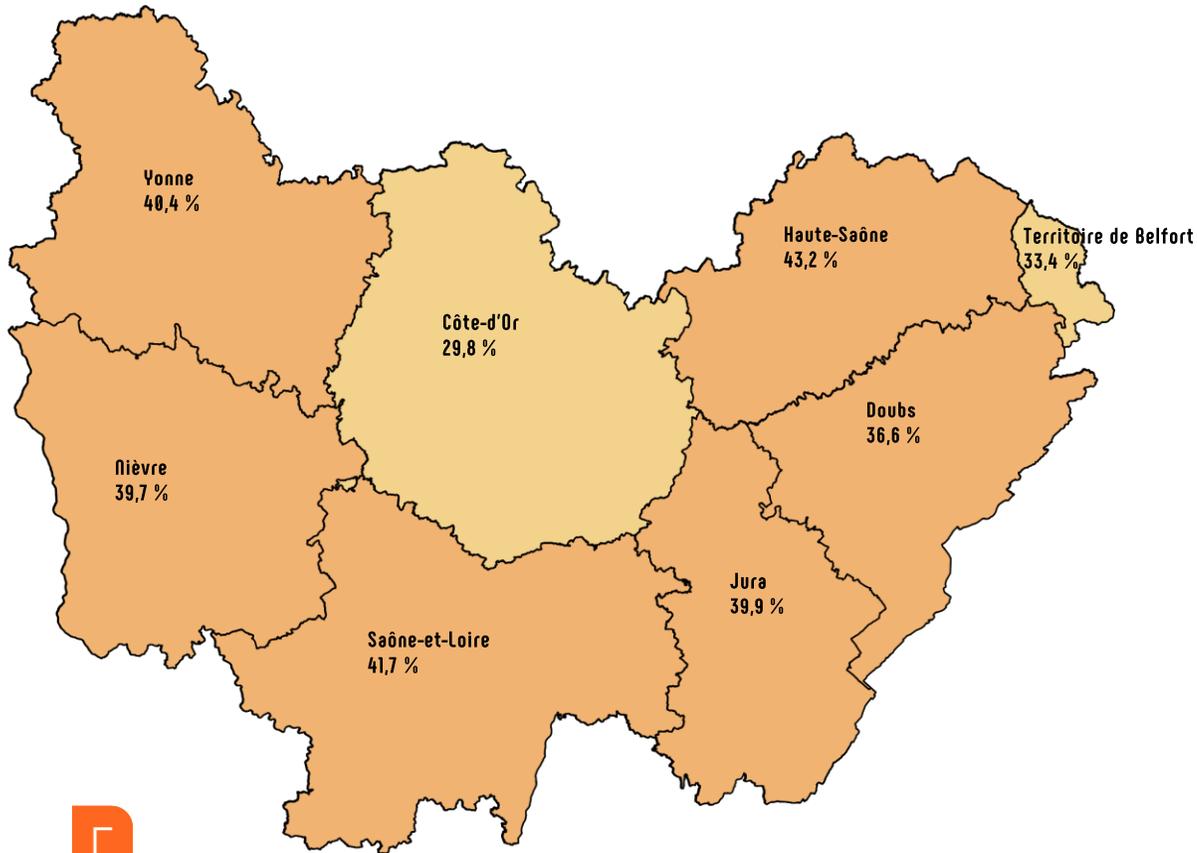
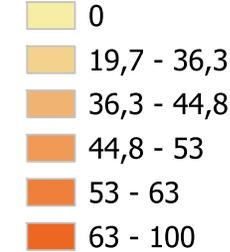


Les risques d'illettrisme chez les jeunes en BFC : un niveau de qualification des jeunes en emploi plus faible

► Une proportion d'emploi ouvrier beaucoup plus importante en région

37 % des jeunes en emploi en Bourgogne-Franche-Comté occupent un emploi ouvrier (30 % en France métropolitaine).

Part des ouvriers parmi les jeunes en emploi en 2020 par EPCI (%)



Source : INSEE-RP 2020 – Traitement Emfor

Les risques d'illettrisme chez les jeunes en BFC : bénéficiaires du contrat engagement jeune

➤ Les bénéficiaires du contrat engagement jeune

En 2023, 11 310 entrées (hors renouvellements) ont été enregistrées en Contrat d'engagement jeune (CEJ) en Bourgogne-Franche-Comté, dont 3 936 mis en œuvre par France travail et 7 375 mis en œuvre par les missions locales.

Fin décembre 2023, le nombre de bénéficiaires d'un CEJ s'élève à 6 573 pour la région.

En savoir plus :

- [Site du Ministère du travail de l'emploi et de l'insertion](#)
- [Je découvre le Contrat d'engagement jeune - #1jeune1solution](#)
- [Fiche Service public.fr](#)
- [Simulateur pour le calcul du montant de l'allocation du CEJ](#)

Contrat engagement jeune

Le contrat engagement jeune (CEJ) s'adresse aux jeunes de 16 à 25 ans révolus (ou 29 ans révolus lorsqu'ils disposent d'une reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé), qui ne sont ni étudiants, ni en formation et ni en activité.

En vigueur depuis le 1er mars 2022, le Contrat d'engagement jeune propose à ces jeunes un accompagnement individuel et intensif (15 à 20 heures par semaine composé de différents types d'activités), dans un cadre exigeant, avec un objectif d'entrée plus rapide et durable dans l'emploi. Il remplace la Garantie jeunes.

Ce contrat, d'une durée de 6 à 12 mois, peut se traduire notamment par des stages, des formations et un service civique.

Il est mis en œuvre par France travail et les missions locales.

Le montant de l'allocation versée au titre du CEJ varie en fonction de l'âge, des ressources et du respect des engagements. Cette allocation n'est pas soumise à l'impôt sur le revenu et peut aller jusqu'à 520 euros par mois.



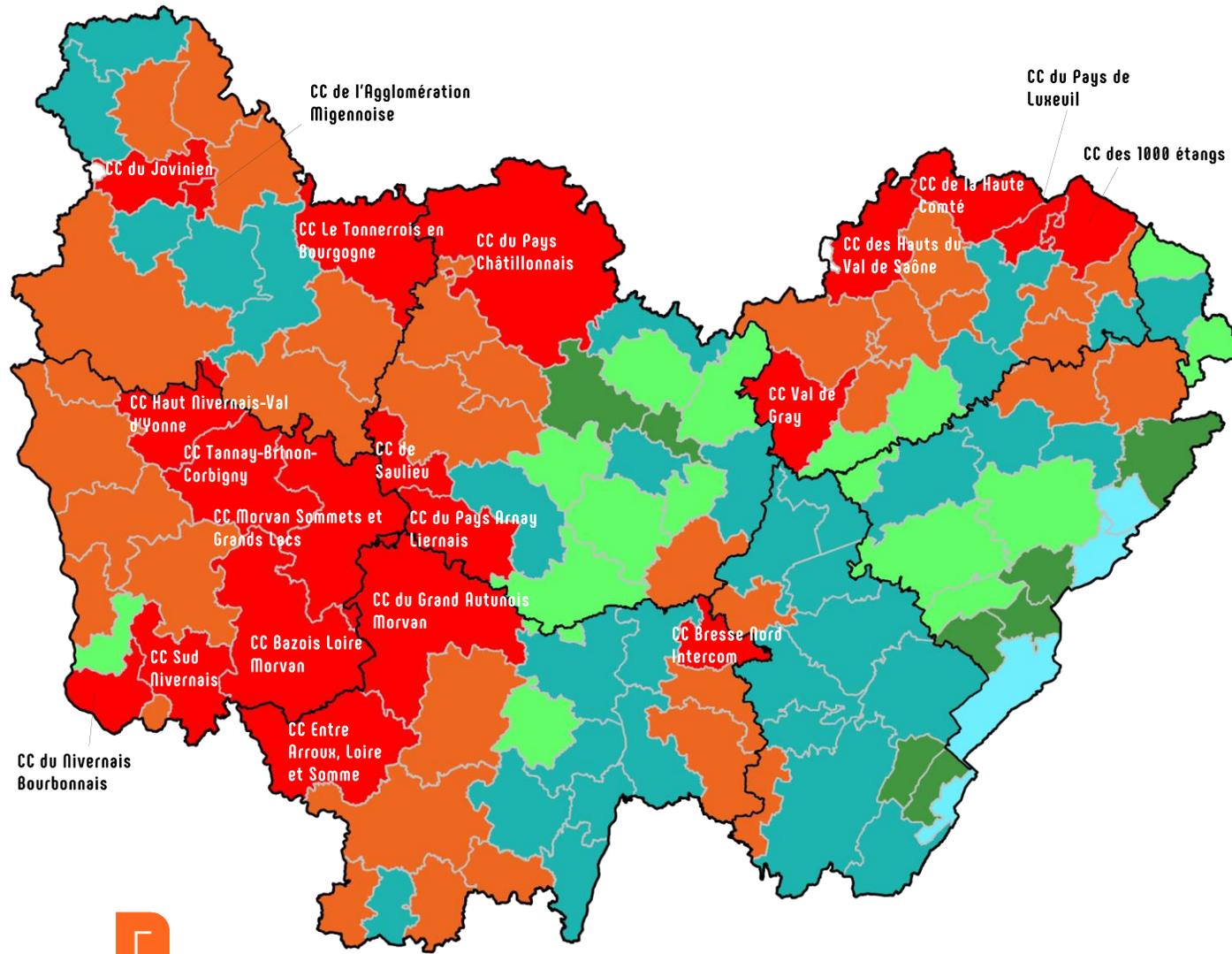


IV. SYNTHÈSE – TYPOLOGIE DE TERRITOIRE

Synthèse

- En Bourgogne-Franche-Comté, 23 % de la population âgée de 15 ans ou plus est sortie du système scolaire sans aucun diplôme.
- Le taux d'activité de la région s'élève à près de 75 % comme au niveau national mais le niveau de qualification des actifs est globalement plus faible qu'au niveau national :
 - près de 26 % des personnes en emploi occupent un poste d'ouvrier (20 % en FM)
 - 9 % des personnes en emploi n'ont aucun diplôme.
- 11 % des actifs sont au chômage et 44 % des demandeurs d'emploi en fin de mois sont des chômeurs de longue durée.
- En BFC, 12,8 % de la population a un niveau de vie inférieur au seuil de pauvreté. Le taux de pauvreté régional est plus faible que celui observé en FM mais les habitants de la région ont un niveau de vie médian légèrement plus faible.
- Respectivement 73,5 % et 70 % des élèves de sixième ont obtenu une note suffisante aux tests d'évaluation des connaissances et des compétences en français et en mathématiques en 2023 en BFC.
- En Bourgogne-Franche-Comté, 10 % des enfants âgés de moins de 17 ans, soit 58 000 enfants, vivent dans une famille sans actif occupé.
- D'après les données du recensement de la population, 4 % des ados n'étaient pas scolarisés et 17 % des jeunes de 15 à 29 ans sont en situation de NEET en Bourgogne-Franche-Comté.

Les risques d'illettrisme en BFC : des territoires aux profils variés ?



Classification des EPCI de Bourgogne-Franche-Comté par facteur de risque d'illettrisme

- Revenus élevés
- Taux de peu ou non diplômés, RSA, pauvreté, jeunes sans actif occupé, ados non scolarisés et NEET faibles
- Revenus élevés
- Taux de peu ou non diplômés, chômage, CLD, RSA, pauvreté, jeunes sans actif occupé, ados non scolarisés et NEET faibles
- Revenus et taux CLD élevés
- Taux de peu ou non diplômés, actifs sans diplôme, chômage, RSA, pauvreté, jeunes sans actif occupé, ados non scolarisés, NEET et activité jeunes faibles
- Taux de peu ou non diplômés, ouvriers, CLD et NEET faibles
- Taux pauvreté, jeunes sans actif occupé, chômage, peu ou non diplômés, actifs sans diplôme, NEET et RSA élevés
- Revenus faibles
- Taux de peu ou non diplômés, pauvreté, chômage, RSA, NEET, jeunes sans actif occupé, ados non scolarisés et actifs sans diplôme élevés
- Revenus faibles